



Raymond Chabot inc.

Société affiliée de
Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
140, Grande Allée Est
Bureau 200
Québec (QC) G1R 5P7
Tél.: (418)647-3078
Téléc.: (418)647-9279
www.raymondchabot.com

CANADA
DISTRICT DU QUÉBEC
N° DIVISION : 02-QUÉBEC
N° COUR : 200-11-026588-205
N° DOSSIER : 43-2633189
N° BUREAU : 1181862

C O U R S U P É R I E U R E
« En matière de faillite et d'insolvabilité »

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE :

**SUGOI GLOBAL INC., PERSONNE MORALE
LÉGALEMENT CONSTITUÉE FAISANT
AFFAIRE SOUS LES RAISONS SOCIALES
SUGOI ET SOMBRIO AU 30, RUE DES
GRANDS-LACS À SAINT-AUGUSTIN-DE-
DESMAURES (QUÉBEC) G3A 2E6**

AVIS DE LA PROPOSITION AUX CRÉANCIERS

(article 51 de la Loi)

ET

**AVIS D'AUDITION DE LA DEMANDE D'APPROBATION
PAR LE TRIBUNAL D'UNE PROPOSITION**

(article 58(b) de la Loi)

Avis est donné que Sugoi Global inc. de Saint-Augustin-de-Desmaures, province de Québec a déposé une proposition entre nos mains le 18 août 2020 en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Ci-inclus une copie de la proposition, d'un état succinct de son actif et de son passif ainsi qu'une liste des créanciers visés par la proposition et dont les réclamations se chiffrent à 250 \$ ou plus, une preuve de réclamation, un formulaire de votation et une copie du rapport du syndic sur la proposition.

Une assemblée générale des créanciers de la débitrice sera tenue par vidéoconférence le 10 septembre 2020 à 14 h (HAE). Si vous désirez recevoir les coordonnées pour assister à ladite vidéoconférence, veuillez nous en informer, **avant le 8 septembre 2020 à 16 h (HAE)**, par courriel au reclamationEst@rcgt.com

Pour avoir le droit de voter à l'assemblée, chaque créancier doit déposer, à l'attention du syndic, **avant le 10 septembre 2020 à 14 h (HAE)**, par courriel au reclamationEst@rcgt.com, une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.

Les créanciers ou toute catégorie de créanciers ayant droit de voter à l'assemblée peuvent, au moyen d'une résolution, accepter la proposition, telle que formulée ou telle que modifiée à l'assemblée. Si la proposition est ainsi acceptée et si elle est approuvée par le Tribunal, elle deviendra obligatoire pour tous les créanciers ou pour la catégorie des créanciers visés.

Les preuves de réclamation, procurations et formulaires de votation dont l'usage est projeté à l'assemblée doivent être, au préalable, déposées entre nos mains.

Avis est également donné qu'une demande sera faite au tribunal à 9 h le 17 septembre 2020 au Palais de justice de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, salle 1.34, Québec, province de Québec, en vue de faire approuver la proposition sur laquelle les créanciers se prononceront lors de l'assemblée du 10 septembre 2020. Veuillez prendre note que l'audition à la Cour sera tenue par conférence téléphonique. Si vous désirez recevoir les coordonnées de la conférence afin de participer à l'audition d'homologation, veuillez nous en informer par courriel au reclamationEst@rcgt.com

Une copie de l'Ordonnance autorisant la présentation de la requête à cette date sera disponible sur demande.

Fait à Québec, ce 21 août 2020.

RAYMOND CHABOT INC.
Syndic autorisé en insolvabilité

Jocelyn Renaud, CPA, CMA, CIRP, SAI,
Responsable désigné



Raymond Chabot Inc.

An affiliate of
Raymond Chabot Grant Thornton
LLP
Suite 200
140, Grande Allée Est
Québec (QC) G1R 5P7
Phone: (418)647-3078
Fax: (418)647-9279
www.raymondchabot.com

CANADA
DISTRICT OF QUEBEC
DIVISION NO.: 02-QUÉBEC
COURT NO. : 200-11-026588-205
FILE NO. : 43-2633189
OFFICE NO. : 1181862

S U P E R I O R C O U R T
" In Bankruptcy and Insolvency "

IN THE MATTER OF THE PROPOSAL OF: SUGOI GLOBAL INC.

NOTICE OF PROPOSAL TO CREDITORS

(section 51)

AND

**NOTICE OF HEARING OF APPLICATION
FOR COURT APPROVAL OF PROPOSAL**

(paragraph 58(b))

Take notice that Sugoi Global inc. in the City of Saint-Augustin-de-Desmaures, province of Québec has lodged with us a proposal under the *Bankruptcy and Insolvency Act* on August 18th, 2020.

Copy of the debtor's proposal, a condensed statement of its assets and liabilities, a list of the creditors affected by the proposal and whose claims amount to \$250 or more, a proof of claim, a voting letter and a copy of the trustee's preliminary report are enclosed herewith.

A general meeting of the creditors of the debtor will be held by conference call on September 10, 2020 at 2:00 P.M. (EDT). If you wish to attend, please inform us **before 4:00 p.m. (EDT) on September 8, 2020**, by email, at reclamationEst@rcgt.com to receive the contact details to join the conference.

To be entitled to vote at the meeting, a creditor must file with the trustee, **before 2:00 p.m. (EDT) on September 10, 2020**, a proof of claim and, where necessary, a proxy by email at reclamationEst@rcgt.com

The creditors or any class of creditors qualified to vote at the meeting may, by resolution, accept the proposal made by the debtor either as made or as modified at the meeting. If so accepted and if approved by the Court, the proposal will bind all creditors or the class or creditors affected.

Proofs of claim, proxies and voting letters intended to be used at the meeting must be lodged with us prior thereto.

Take also notice that an application will be made to the Court at 300 Jean-Lesage Blvd., Room 1.34, City of Québec, province of Québec, on September 17th, 2020 at 9:00 a.m. to approve the proposal of the above-named debtor on which creditors will vote at the meeting on September 10th, 2020. Please take note that the hearing at the Court will be held by conference call. If you wish to receive the contact details to join the conference of the homologation hearing, please inform us by email at reclamationEst@rcgt.com

Copy of the Order authorizing the filing of the request on that date will be available on request.

DATED AT Québec, August 21, 2020.

RAYMOND CHABOT INC.
Licensed Insolvency Trustee

Jocelyn Renaud, CPA, CMA, CIRP, SAI,
Trustee in charge

No.: 200-11-026588-205

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE :

SUGOI GLOBAL INC.

Débitrice

-et-

RAYMOND CHABOT INC.

Syndic à la Proposition

**PROPOSITION ET PLAN DE RÉORGANISATION
(Version Française)¹**

SUGOI GLOBAL INC. (la « **Débitrice** ») soumet par les présentes la Proposition suivante à ses créanciers en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* :

1. DÉFINITIONS

Définitions : Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente Proposition, sous réserve d'une disposition incompatible de la LFI :

- 1.1. « **Avis d'intention** » : désigne l'Avis d'intention de faire une proposition en vertu de l'article 50.4 de la LFI déposée auprès du Séquestre officiel par la Débitrice le 24 mars 2020.
- 1.1 « **BNC** » : désigne la Banque Nationale du Canada.
- 1.2 « **Certificat du Syndic** » : désigne le certificat émis par le Syndic en vertu de l'article 65.3 de la LFI et confirmant l'exécution intégrale de la Proposition. Le Syndic émettra le Certificat du Syndic dès la réalisation des Conditions.
- 1.3 « **Conditions** » : ce terme a le sens qui lui est attribué à l'article 3 de la Proposition.
- 1.4 « **Cour** » : désigne la Cour supérieure du Québec, district de Québec.
- 1.5 « **Créanciers garantis** » : désigne toutes Personnes ayant une Réclamation garantie.
- 1.6 « **Créanciers liés** » : désigne toutes Personnes liées à la Débitrice au sens de l'article 4 de la LFI.
- 1.7 « **Créanciers ordinaires** » : désigne toutes Personnes ayant une Réclamation ordinaire.
- 1.8 « **Créanciers privilégiés** » : désigne toutes Personnes ayant une Réclamation privilégiée.

¹ En cas de contradiction ou incohérence avec la version anglaise de cette Proposition, la version française prendra préséance.

-
- 1.9 « **Date d'approbation** » : désigne la date à laquelle l'Ordonnance d'approbation deviendra finale et sans appel.
- 1.10 « **Date de la Proposition** » : désigne la date indiquée à la dernière page la Proposition.
- 1.11 « **Date de l'Avis d'intention** » : désigne la date de dépôt de l'Avis, soit le 24 mars 2020.
- 1.12 « **Date limite** » : désigne le 31 octobre 2020.
- 1.13 « **Débitrice** » : désigne Sugoi Global inc.
- 1.14 « **Honoraires et frais de la Proposition** » : désigne les honoraires et débours du Syndic et des procureurs de la Débitrice relatifs aux procédures judiciaires initiées par le dépôt de l'Avis d'intention, à la préparation et à la soumission de la présente Proposition (ou de toute Proposition amendée s'il en est), à la préparation et à la transmission du rapport du Syndic ainsi que de tout autre document et avis devant être préparé et transmis en lien avec la Proposition, à l'assemblée des créanciers, à la préparation et la transmission de la requête de la Débitrice ainsi que du rapport du Syndic visant à demander l'approbation de la Proposition par la Cour advenant un Vote favorable.
- 1.15 « **Investissement** » : désigne la somme totale d'au moins huit million de dollars (8 000 000\$), laquelle comprend le Montant offert pour distribution, qui sera investi par l'Investisseur dans la Débitrice et dans le groupe d'entreprises qui lui sont liées, sous forme d'équité ou d'avances, et qui sera utilisée notamment afin de payer les sommes devant être versées par la Débitrice à ses Créanciers garantis selon les ententes à être conclues avec ces derniers, et à ses Créanciers ordinaires selon les termes de cette Proposition.
- 1.16 « **Investisseur** » : désigne une Personne à être constituée et dont les actionnaires incluront directement ou indirectement Louis Garneau et un groupe d'investisseurs non-liés à la Débitrice.
- 1.17 « **LFI** » : désigne la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3, telle qu'amendée.
- 1.18 « **LIR** » : désigne la *Loi de l'impôt sur le revenu*.
- 1.19 « **Montant offert pour distribution** » : désigne un montant global de trois cent mille (300 000\$) qui sera mis à la disposition du Syndic par la Débitrice à même l'Investissement, dans les soixante (60) Jours de l'Ordonnance d'approbation, pour les fins d'une distribution aux Créanciers ordinaires de la Débitrice, selon les termes et conditions de la Proposition.
- 1.20 « **Nouveaux statuts** » : désigne les statuts de corporatifs de la Débitrice à être adoptés et mis en vigueur dans le cadre de la Réorganisation, le tout à la satisfaction de la Débitrice et de l'Investisseur.
- 1.21 « **Ordonnance d'approbation** » : désigne une ordonnance finale et exécutoire à être rendue par la Cour approuvant, notamment : (a) la Proposition, suite à un Vote favorable; et (b) la Réorganisation.
- 1.22 « **Personne** » : désigne toute personne physique, société par actions, société à responsabilité limitée ou illimitée, société de personnes ou société en commandite, association, fiducie ou coentreprise, ou tout organisme sans personnalité morale ou organisme gouvernemental, ou toute autre entité.

-
- 1.23 « **Proposition** » : désigne cette Proposition, ou toute Proposition amendée à la suite d'amendements effectuées par la Débitrice à l'égard de cette dernière.
- 1.24 « **Réclamation contre les Administrateurs** » : désigne toutes les réclamations auxquelles fait référence l'article 50(13) de la LFI, sous réserve des exceptions contenues à l'alinéa 14 du même article.
- 1.25 « **Réclamations de la Couronne** » : désigne seulement, à l'exclusion expresse de toute autre réclamation de Sa Majesté du Chef du Canada ou d'une province ou de ses agents, les réclamations de Sa Majesté du Chef du Canada ou d'une province qui étaient dues à la Date de l'Avis d'intention par la Débitrice, pour les montants de nature à faire l'objet d'une demande aux termes du paragraphe 224(1.2) de la LIR ou de toute disposition législative provinciale identique, pour l'essentiel, aux dispositions de ce paragraphe.
- 1.26 « **Réclamations garanties** » : désigne les réclamations des Créanciers garantis, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la LFI.
- 1.27 « **Réclamation de restructuration** » : désigne tout droit présent ou futur de toute personne à l'encontre de la Débitrice relativement à tout endettement, obligation, responsabilité ou engagement de quelque nature que ce soit dû ou payable à cette personne et résultant de la présente Proposition, de la répudiation ou de la résiliation de tout contrat, baux mobilier ou immobilier, contrat de travail ou de tout autre contrat, verbal ou écrit, après la Date de l'Avis d'intention, incluant tout droit de toute personne recevant de la Débitrice un avis de répudiation ou de résiliation autorisé aux termes de la LFI;
- 1.28 « **Réclamations des employés** » : désigne seulement, à l'exclusion expresse de toute autre réclamation des employés de la Débitrice, les réclamations des employés visées à l'article 60(1.3)(a) de la LFI à la Date de l'Avis d'intention, à l'exception des employés actuels de la Débitrice, lesquels seront payés dans le cour normal des affaires. Pour plus de certitude, les Réclamations des employés comprennent, d'une part, les gages, salaires, commissions ou autres rémunérations pour services rendus bénéficiant de la sûreté prévue à l'article 81.3 de la LFI qui n'ont pas été versés et, d'autre part, les gages, salaires, commissions ou rémunérations pour services fournis entre la Date de l'Avis d'intention et la Date d'approbation. Toute autre réclamation qui n'est pas expressément prévue au présent article 1.28 (incluant toute réclamation en lien avec les préavis de fin d'emploi) est exclue des Réclamations des employés, et constituera une Réclamation ordinaire bénéficiant du traitement prévu à l'article 10 des présentes.
- 1.29 « **Réclamations ordinaires** » : désigne les réclamations prouvables au sens de la LFI, de quelque nature que ce soit, y compris toutes créances et tous engagements, présents ou futurs, qu'elles soient payables ou non à la Date de l'Avis d'intention, y compris les réclamations éventuelles et non liquidées (une fois qu'elles le seront conformément à la LFI) découlant de (1) toute obligation contractée par la Débitrice avant la Date de la Proposition, incluant sans limiter la généralité de ce qui précède, toutes subventions accordées avant la Date de l'Avis d'intention dont le remboursement pourrait être exigible dans le futur, les offres d'achats, promesses d'achat, baux mobiliers ou immobiliers, contrats d'acquisition, options et engagements financiers que la Débitrice ne s'est pas expressément engagée à respecter ou payer après la Date de l'Avis d'intention et (2) toute obligation à laquelle la Débitrice peut devenir assujettie après la Date de l'Avis d'intention, dont notamment une obligation de nature fiscale, en raison des conséquences de la Proposition, de son homologation par la Cour ou de son exécution. Les Réclamations ordinaires comprennent notamment les Réclamations de restructuration, mais elles excluent les Réclamations garanties, les Réclamations de la Couronne, les engagements courants visés au paragraphe 6.1 de la Proposition, les

Réclamations des employés, les Réclamations privilégiées et les Honoraires et frais de la Proposition.

- 1.30 « **Réclamations privilégiées** » : désigne les réclamations décrites aux alinéas 136(1 à 136(1)(j) de la LFI, dont la LFI prescrit le paiement en priorité sur toutes les autres réclamations, à l'exception des Réclamations des employés et des Honoraires et frais de la Proposition.
- 1.31 « **Réorganisation** » : désigne la réalisation de l'une ou plusieurs des opérations suivantes, ou toute opération similaire pouvant être convenue et/ou structurée de la manière dont pourra convenir la Débitrice, l'Investisseur et leurs actionnaires respectifs, à leur entière discrétion et satisfaction:
- (a) L'annulation sans considération de tout droit d'obtenir des actions de la Débitrice, incluant toute option et tout droit d'achat d'actions de la Débitrice et tout droit de conversion de quelque titre que ce soit en actions de la Débitrice à la date de l'Ordonnance d'approbation, selon toute entente pouvant être convenue entre la Débitrice, l'Investisseur et leurs actionnaires respectifs, le tout à leur entière discrétion et satisfaction;
 - (b) L'annulation ou la modification des statuts existants de la Débitrice à la date de l'Ordonnance d'approbation et leur remplacement ou leur amendement par les Nouveaux statuts (le cas échéant), selon toute entente pouvant être convenue entre la Débitrice, l'Investisseur et leurs actionnaires respectifs, le tout à leur entière discrétion et satisfaction;
 - (c) L'émission et la délivrance de nouvelles actions en vertu des Nouveaux statuts (le cas échéant), notamment à l'Investisseur, en contrepartie de l'Investissement, selon toute entente pouvant être convenue entre la Débitrice, l'Investisseur et leurs actionnaires respectifs, le tout à leur entière discrétion et satisfaction; et
 - (d) L'annulation ou la modification de toute convention entre actionnaires de la Débitrice, s'il en est, selon toute entente pouvant être convenue entre la Débitrice, l'Investisseur et leurs actionnaires respectifs, le tout à leur entière discrétion et satisfaction.
- 1.32 « **Solde du Montant offert pour distribution** » : ce terme a le sens qui lui est attribué à l'article 10.1 de la Proposition.
- 1.33 « **Syndic** » : désigne Raymond Chabot inc., *ès qualité* de syndic à la Proposition de Débitrice.
- 1.34 « **Vote favorable** » : désigne le vote des créanciers de la Débitrice affectés par la Proposition et approuvant cette dernière par la majorité requise par la LFI.

2. CONTEXTE DE LA PROPOSITION ET DE LA RÉORGANISATION PROPOSÉE

- 2.1 La Débitrice est insolvable aux termes de l'article 2 de la LFI, puisque :
- (a) elle est incapable de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance; et
 - (b) la totalité de ses biens n'est pas suffisante pour permettre l'acquittement de toutes ses obligations échues ou à échoir.

-
- 2.2 Par conséquent, l'ensemble du capital-actions de la Débitrice n'a aucune valeur.
- 2.3 Par ailleurs, la Débitrice n'a pas les liquidités nécessaires pour financer cette Proposition, ni le Montant offert pour distribution, et que, par conséquent, aucun montant ne peut être offert aux Créanciers ordinaires sans un investissement par un tiers.
- 2.4 Dans le cadre du processus de sollicitation initié par la Débitrice (avec l'assistance du Syndic) suite au dépôt de l'Avis d'intention, la Débitrice a reçu une offre de la part de l'Investisseur ou d'une filiale de l'Investisseur en vertu de laquelle l'Investisseur a offert d'effectuer l'Investissement dans le but de payer ou refinancer, en totalité ou en partie, les montants dus aux Créanciers garantis, financer la Proposition ainsi que le Montant offert pour distribution, le tout en échange de la Réorganisation qui pourra prévoir l'émission de nouvelles actions dans le capital-actions de la Débitrice en faveur de l'Investisseur.
- 2.5 Après considération, la Débitrice ainsi que le Syndic sont d'avis que l'offre soumise par l'Investisseur de procéder à l'Investissement constitue la meilleure offre dans les circonstances en ce qu'elle permettra la poursuite des opérations de la Débitrice, de maximiser la valeur de ses actifs, le tout pour le bénéfice de ses Créanciers garantis ainsi que ses Créanciers ordinaires, lesquels ne bénéficieraient pas du Montant offert pour distribution advenant la faillite de la Débitrice.

3. CONDITIONS

- 3.1 Conditions : La Proposition est conditionnelle à la satisfaction de toutes les conditions suivantes (collectivement, les « **Conditions** ») au plus tard à la Date limite :
- (a) L'obtention d'un Vote favorable à l'égard de la Proposition, ainsi qu'à l'égard de la proposition soumise aux créanciers de Louis Garneau Sports inc.;
 - (b) L'émission de l'Ordonnance d'approbation;
 - (c) La mise en place et le déboursé de l'Investissement et la réception par le Syndic du Montant offert pour distribution, lequel Investissement est sujet à certaines conditions, incluant l'obtention de certains investissements ou financements d'institutions financières;
 - (d) La mise en place et la réalisation de toutes les étapes nécessaires en lien avec la Réorganisation; et
 - (e) Le dépôt à la Cour du Certificat du Syndic.

4. RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS GARANTIES

- 4.1 **BNC** : La Réclamation garantie de BNC de la Débitrice sera payée selon les ententes en vigueur ou selon les ententes pouvant être conclues entre BNC et la Débitrice. La Proposition ne vise pas la Réclamation garantie de BNC et n'affecte d'aucune manière ses garanties.

5. RÈGLEMENT DES HONORAIRES ET FRAIS DE LA PROPOSITION

5.1 Les Honoraires et frais de la Proposition seront payés selon les ententes en vigueur ou selon les ententes pouvant être conclues entre le Syndic, les procureurs de la Débitrice et la Débitrice. La Proposition ne vise pas les réclamations du Syndic ou des procureurs de la Débitrice en lien avec les Honoraires et frais de la Proposition.

6. RÈGLEMENT DES ENGAGEMENTS COURANTS

6.1 Les engagements de la Débitrice à l'égard de biens fournis, services rendus et autres contreparties données à la Débitrice après la Date de l'Avis d'intention seront payés par la Débitrice dans le cours normal des affaires dans le respect de ses engagements, et selon les conditions prévalant dans le marché, sans excéder la juste valeur marchande de ces biens et services.

7. RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS DE LA COURONNE

7.1 Les Réclamations de la Couronne, incluant les intérêts et pénalités y afférents en vertu des lois, règlements et décrets applicables, seront payées en totalité par la Débitrice dans les six (6) mois suivant l'Ordonnance d'approbation à même le Montant offert pour distribution, mais en priorité à toute Réclamation Ordinaire.

8. RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS DES EMPLOYÉS

8.1 Les Réclamations des employés, tel que défini à l'article 1.28 (à l'exclusion de tout intérêt) seront payées en totalité par la Débitrice à même le Montant offert pour distribution, mais en priorité à toute Réclamation Ordinaire.

9. RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS PRIVILÉGIÉES

9.1 Les Réclamations privilégiées (à l'exclusion de tout intérêt et autres que les Honoraires et frais de la Proposition et les Réclamations des employés), seront payées à même le Montant offert pour distribution, mais en priorité à toute Réclamation ordinaire.

10. RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS ORDINAIRES

10.1 Les Réclamations ordinaires (à l'exclusion de tout intérêt) seront payées comme suit à même le Montant offert pour distribution, mais après déduction faite des sommes distribuées en vertu des articles 7, 8 et 9 de la Proposition (le « **Solde du Montant offert pour distribution** »), le tout dans les soixante (60) jours suivant l'émission de l'Ordonnance d'approbation :

- (a) Pour chaque Réclamation ordinaire, par le paiement en totalité du montant le moins élevé entre (i) sept cent cinquante (750\$) et (ii) le montant total de la Réclamation ordinaire (la « **Première tranche** »); et
- (b) Pour la portion de chaque Réclamation ordinaire excédant sept cent cinquante (750\$), le cas échéant, par le partage *au pro-rata* de la somme représentant le Solde du Montant offert pour distribution moins le montant nécessaire pour le versement de la Première Tranche.

11. RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS DES CRÉANCIERS LIÉS

- 11.1 Les réclamations des Créanciers liés seront traitées selon les ententes qui devront être conclues entre les Créanciers liés, l'Investisseur et la Débitrice. Ainsi, les Créanciers liés ne voteront pas sur la Proposition, tel que prévu par la LFI, et leur réclamation respective ne leur donnera pas droit à quelconque dividende aux termes de cette proposition, le tout au bénéfice des Créanciers ordinaires.

12. AUTRES DISPOSITIONS

- 12.1 **Nomination d'inspecteurs** : La Débitrice accepte la nomination d'au plus trois (3) inspecteurs à être nommés par ses créanciers, lors de l'assemblée générale des créanciers convoquée pour considérer la présente Proposition, et ces inspecteurs auront les pouvoirs prévus à la LFI, ainsi que les pouvoirs de :

- (a) Conseiller le Syndic sur les démarches à entreprendre en vertu de la Proposition, dans la mesure où le Syndic juge approprié de consulter les inspecteurs; et
- (b) Autoriser le report de la Date limite ainsi que de tout paiement prévu à la Proposition, en totalité ou en partie, dans la mesure où une telle prorogation est dans l'intérêt à la fois de la Débitrice et de ses créanciers.

Les inspecteurs pourront exercer leurs pouvoirs tant que le syndic n'aura pas émis le certificat d'exécution intégrale de la Proposition, conformément à l'article 65.3 de la LFI.

- 12.2 **Réclamations contre les administrateurs** : La présente Proposition constitue une transaction à l'égard de toutes les Réclamations contre les administrateurs, et, à compter de la mise en œuvre de la Proposition ainsi que du paiement du Montant offert pour distribution, assumant que les Conditions prévues à l'article 3 de la Proposition sont rencontrées, toutes les Réclamations contre les administrateurs seront quittancées, conformément à l'article 50(13) de la LFI.

- 12.3 **Opérations sous-évaluées et traitement préférentiel** : En acceptant la présente Proposition, les créanciers renoncent expressément à exercer contre la Débitrice et tout tiers, les recours prévus aux articles 95 à 101 de la LFI ainsi qu'en vertu de toute autre législation provinciale ayant un objet similaire, incluant, sans limiter ce qui précède, les recours en vertu des articles 1631 et 1636 du Code civil du Québec, le tout conformément à l'article 101.1 de la LFI.


- 12.4 **Distribution** : Raymond Chabot Inc. agira comme syndic à la présente Proposition, et toutes les sommes payables en vertu de la présente Proposition seront versées intégralement entre ses mains pour être distribuées aux créanciers.

[La page signature suit]

Fait à Québec, le 18 août 2020.

SUGOI GLOBAL INC.

Par:



Louis Garneau



Témoin

No.: 200-11-026588-205

IN THE MATTER OF THE PROPOSAL OF:

SUGOI GLOBAL INC.

Debtor

-and-

RAYMOND CHABOT INC.

Trustee

**PROPOSAL AND PLAN OF REORGANIZATION
(English Version)¹**

SUGOI GLOBAL INC. (the "**Debtor** ") hereby submits to its creditors the following Proposal pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act*:

1. DEFINITIONS

Definitions: For all purposes relating to the present Proposal, the following terms shall have the following meanings, subject to any inconsistency between the Proposal and the BIA:

- 1.1 "**Amount Offered for Distribution**" means an aggregate amount of three hundred thousand dollars (\$300,000) that will be made available to the Trustee by the Debtor out of the Investment, within sixty (60) days of the Approval Date, for distribution to the Debtor's Ordinary Unsecured Creditors in accordance with the terms and condition of this Proposal.
- 1.2 "**Approval Date**" means the date on which the Approval Order will become final and binding.
- 1.3 "**Approval Order**" means a final and binding order to be rendered by the Court, approving *inter alia*: (a) the Proposal, following a Favourable Vote; and (b) the Reorganization.
- 1.4 "**Balance of Amount Offered for Distribution**" has the meaning ascribed to it in Section 10.1 of this Proposal.
- 1.5 "**BIA**" means the *Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. 1985, c. B-3, as amended.
- 1.6 "**BNC**" means the National Bank of Canada.
- 1.7 "**Claims Against Directors**" means all claims referred to in Section 50(13) of the BIA, subject to the exceptions contained in paragraph 14 of that section.
- 1.8 "**Conditions**" has the meaning attributed to it in Section 3 of this Proposal.

¹ In the event of any discrepancy or inconsistency between the French and English versions of this Proposal, the French version shall take precedence.

-
- 1.9 **"Court "** means the Superior Court of Québec, District of Québec.
- 1.10 **"Crown Claims"** means only, to the express exclusion of any other claim by Her Majesty in right of Canada or a province or its agents, claims by Her Majesty in right of Canada or a province that were due on the Date of the NOI by the Debtor, for amounts of a nature to be claimed under subsection 224(1.2) of the ITA or any provincial legislation substantially identical to the provisions of that subsection.
- 1.11 **"Date of the NOI"** means the date of filing of the NOI, March 24, 2020.
- 1.12 **"Date of the Proposal"** means the date indicated on the last page of this Proposal.
- 1.13 **"Debtor"** means Sugoi Global Inc.
- 1.14 **"Employee Claims"** means only, to the express exclusion of any other claims of the Debtor's employees, the claims of employees referred to in Section 60(1.3)(a) of the BIA as of the Date of the NOI, except for current employees of the Debtor, who will be paid in the ordinary course of business. For greater certainty, Employee Claims include any unpaid wages, salaries, commissions or other remuneration for services rendered that are secured under Section 81.3 of the BIA and any wages, salaries, commissions or other remuneration for services rendered between the Date of the NOI and the Approval Date. Any other claim not expressly provided for in this Section 1.14 (including any claim relating to termination notices) is excluded from Employee Claims, and will constitute an Ordinary Unsecured Claim benefiting from the treatment provided for in Section **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** hereof.
- 1.15 **"Favourable Vote"** means the vote of the Debtor's creditors affected by the Proposal and approving the Proposal by the majority required by the BIA.
- 1.16 **"Investment"** means the total amount of at least eight million dollars (\$8,000,000), which includes the Amount Offered for Distribution, which will be invested by the Investor in the Debtor and in the other group of entities related to the Debtor, in the form of equity or advances, and which will be namely used by the Debtor to pay the amounts owed to the Secured Creditors in accordance with the agreements to be entered into with the Secured Creditors, and to its Ordinary Unsecured Creditors pursuant to the terms of this Proposal.
- 1.17 **"Investor"** means a Person to be constituted and in respect of whom the shareholders will include, directly or indirectly, Louis Garneau and a group of third-party investors that are not related to the Debtor.
- 1.18 **"ITA"** means the *Income Tax Act*.
- 1.19 **"New Articles"** means the articles of incorporation of the Debtor to be adopted and put into effect in connection with the Reorganization, all to the satisfaction of the Debtor and the Investor.
- 1.1. **"NOI"** means the Notice of Intention to make a Proposal under Section 50.4 of the BIA filed with the official receiver by the Debtor on March 24, 2020.
- 1.20 **"Ordinary Unsecured Claims"** means provable claims within the meaning of the BIA, of any nature whatsoever, including all debts and liabilities, present or future, whether or not payable as of the Date of the NOI, including contingent and unliquidated claims (once they are liquidated in accordance with the BIA) arising out of (1) any obligation incurred by the Debtor prior to the Date of the Proposal, including without limiting the generality of

the foregoing, any grants made prior to the Date of the NOI that may be payable in the future, any offers to purchase, promises to purchase, leases of real or personal property, contracts of purchase, options and financial covenants which the Debtor has not expressly undertaken to observe or pay after the Date of the NOI; and (2) any obligation to which the Debtor may become subject after the Date of the NOI, including, without limitation, an obligation of a tax nature, by reason of the consequences of the Proposal, its approval by the Court or its execution. Ordinary Unsecured Claims include, but are not limited to, Restructuring Claims, but do not include Secured Claims, Crown Claims, the undertakings referred to in Section 6.1 of the Proposal, Employee Claims, Preferred Claims or Proposal Fees and Expenses.

- 1.21 **"Ordinary Unsecured Creditors"** means all Persons with an Ordinary Unsecured Claim.
- 1.22 **"Outside Date"** means October 31, 2020.
- 1.23 **"Person"** is to be broadly interpreted and includes an individual, a corporation, a partnership, a trust, an unincorporated organization, the government of a country or any political subdivision thereof, or any agency or department of any such government, and the executors, administrators or other legal representatives of an individual in such capacity.
- 1.24 **"Preferred Claims"** means claims described in paragraphs 136(1) to 136(1)(j) of the BIA, the payment of which is prescribed by the BIA in priority to all other claims except Employee Claims and Proposal Fees and Expenses.
- 1.25 **"Preferred Creditors "** means all Persons having a Preferred Claim.
- 1.26 **"Proposal Fees and Expenses"** means all fees, expenses, liabilities and obligations of the Trustee and the Debtor's legal advisors on and incidental to the proceedings arising out of the NOI, or the Proposal, including advice to the Debtor in connection with the NOI and the Proposal (or amended Proposal, if any), the preparation and transmission of the Trustee's report as well as any other document and notice to be prepared and transmitted in connection with the Proposal, the meeting of creditors, the preparation and transmission of the Debtor's motion and the Trustee's report to request the approval of the Proposal by the Court in the event of a Favourable Vote.
- 1.27 **"Proposal"** means this Proposal, or any amended Proposal as a result of amendments made to it by the Debtor.
- 1.28 **"Related Creditors"** means all Persons related to the Debtor within the meaning of section 4 of the BIA.
- 1.29 **"Reorganization"** means the completion of one or several of the following actions, or such similar actions as may be agreed and/or structured in such manner as may be agreed between the Debtor, the Investor and their respective shareholders, in their sole discretion and to their satisfaction:
- (a) The cancellation without consideration of any right to obtain shares of the Debtor, including any option and right to purchase any shares of the Debtor and any right to convert any security into shares of the Debtor as of the date of the Approval Order, pursuant to any agreement that may be entered into between the Debtor, the Investor and their respective shareholders, all at their sole discretion and satisfaction;

-
- (b) The cancellation or amendment of the Debtor's existing articles of incorporation as at the date of the Approval Order and their replacement or amendment by the New Articles (if any), in accordance with any agreement that may be entered into between the Debtor, the Investor and their respective shareholders, all in their sole discretion and to their satisfaction;
 - (c) The issuance and delivery of new shares under the New Articles (if any), including to the Investor, in consideration for the Investment, pursuant to any agreement that may be entered into between the Debtor, the Investor and their respective shareholders, all in their sole discretion and satisfaction; and
 - (d) The cancellation or amendment of any agreement between shareholders of the Debtor, if any, pursuant to any agreement that may be entered into between the Debtor, the Investor and their respective shareholders, all in their sole discretion and satisfaction.
- 1.30 **"Restructuring Claims"** means any present or future right of any person against the Debtor in respect of any indebtedness, obligation, liability or undertaking of any nature whatsoever due or payable to such person arising out of this Proposal, the repudiation or termination of any contract, chattel or real estate lease, contract of employment or any other contract, whether oral or written, after the Date of the NOI, including any right of any person receiving from the Debtor a notice of repudiation or termination authorized by the BIA.
- 1.31 **"Secured Claims"** means the claims of Secured Creditors, as that term is defined in section 2 of the BIA.
- 1.32 **"Secured Creditors "** means all Persons with a Secured Claim.
- 1.33 **"Trustee"** means Raymond Chabot Inc., in its capacity as trustee to the Debtor's Proposal and not in its personal capacity.
- 1.34 **"Trustee's Certificate"** means the certificate given by the Trustee in accordance with Section 65.3 of the BIA which confirms that the Proposal has fully been performed. The Trustee shall give the Trustee's Certificate to the Debtor as soon as the Conditions are performed.

2. CONTEXT OF THE PROPOSAL AND THE PROPOSED REORGANIZATION

- 2.1 The Debtor is insolvent within the meaning of Section 2 of the BIA because:
- (a) it is unable to meet its obligations as they generally become due; and
 - (b) the aggregate of its property is not, at a fair valuation, sufficient, or, if disposed of at a fairly conducted sale under legal process, would not be sufficient to enable the payment of all its obligations, due and accruing due.
- 2.2 As a result, all of the Debtor's share capital has no value.
- 2.3 Furthermore, the Debtor does not have the necessary liquidity to fund this Proposal, nor the Amount offered for distribution, and therefore no amount can be offered to Ordinary Unsecured Creditors without an investment by a third party.
- 2.4 As part of the solicitation process initiated by the Debtor (with the assistance of the Trustee) following the filing of the NOI, the Debtor received an offer from the Investor or a

subsidiary of the Investor under which the Investor offered to make the Investment for the purpose of paying or refinancing, in whole or in part, the amounts due to the Secured Creditors, finance the Proposal and the Amount offered for distribution, all in exchange for the Reorganization which may provide for the issuance of new shares in the share capital of the Debtor in favour of the Investor.

- 2.5 After consideration, the Debtor and the Trustee are of the opinion that the offer submitted by the Investor to proceed with the Investment constitutes the best offer in the circumstances in that it will allow the continuation of the Debtor's operations and maximize the value of its assets, all for the benefit of the Secured Creditors as well as its Ordinary Unsecured Creditors, who would not benefit from the Amount Offered for Distribution in the event of the Debtor's bankruptcy.

3. CONDITIONS

- 3.1 Conditions: It is a condition of the Proposal that all of the following conditions (collectively, the "**Conditions**") be satisfied by the Outside Date:
- (a) Obtaining a Favourable Vote on the Proposal, as well as on the proposal submitted to the creditors of Louis Garneau Sports Inc.;
 - (b) The issuance of the Approval Order;
 - (c) The establishment and disbursement of the Investment and the receipt by the Trustee of the Amount Offered for Distribution, which Investment is subject to certain conditions, including obtaining certain investments or financings from financial institutions;
 - (d) The establishment and completion of all necessary steps in connection with the Reorganization; and
 - (e) The filing of the Trustee's Certificate in Court.

4. SETTLEMENT OF SECURED CLAIMS

- 4.1 **BNC:** The BNC Secured Claim shall be paid in accordance with the agreements in force or that may be concluded between BNC and the Debtor. The Proposal does not affect the BNC Secured Claim and does not affect its security interests.

5. SETTLEMENT OF PROPOSAL FEES AND EXPENSES

- 5.1 The Proposal Fees and Expenses shall be paid in accordance with the agreements in force or that may be concluded between the Trustee, the Debtor's legal advisors and the Debtor. The Proposal does not affect the claims of the Trustee or the Debtor's legal advisors in connection with the Proposal Fees and Expenses.

6. SETTLEMENT OF CURRENT LIABILITIES

- 6.1 The Debtor's commitments in respect of goods supplied, services rendered and other consideration given to the Debtor after the Date of the NOI shall be paid by the Debtor in the ordinary course of business in accordance with the Debtor's commitments, and in accordance with prevailing market conditions, without exceeding the fair market value of such goods and services.

7. SETTLEMENT OF CROWN CLAIMS

7.1 Crown Claims, including interest and penalties thereon under applicable laws, regulations and orders in council, shall be paid in full by the Debtor within six (6) months of the Approval Order out of the Amount Offered for Distribution, but in priority to any Ordinary Unsecured Claim.

8. SETTLEMENT OF EMPLOYEE CLAIMS

8.1 Employee Claims, as defined in Article 1.14 (excluding any interest) shall be paid in full by the Debtor out of the Amount Offered for Distribution, but in priority to any Ordinary Unsecured Claim

9. SETTLEMENT OF PREFERRED CLAIMS

9.1 Preferred Claims (excluding all interest and other than Proposal Fees and Expenses and Employee Claims) will be paid out of the Amount Offered for Distribution, but in priority to any Ordinary Unsecured Claim.

10. SETTLEMENT OF ORDINARY UNSECURED CLAIMS

10.1 Ordinary Unsecured Claims (excluding any interest) will be paid as follows out of the Amount Offered for Distribution, but after deducting the amounts distributed under Articles 7, 8 and 9 of this Proposal (the "**Balance of the Amount Offered for Distribution**"), all within sixty (60) days of the issuance of the Approval Order:

- (a) For each Ordinary Unsecured Claim, by payment in full of the lesser of (i) seven hundred and fifty dollars (\$750) and (ii) the total amount of the Ordinary Unsecured Claim (the "**First Tranche**"); and
- (b) For the portion of each Ordinary Claim in excess of) seven hundred and fifty dollars (\$750), if any, by the pro-rata division of the amount representing the Balance of Amount Offered for Distribution less the amount required to pay the First Tranche.

11. SETTLEMENT OF CLAIMS OF RELATED CREDITORS

11.1 The Related Creditors will be treated in accordance with the agreements which will be need to be agreed upon between the Related Creditors, the Investor and the Debtor. Accordingly, the Related Creditors will not vote on the Proposal, as provided by the BIA and their respective claims will not give them any right to any dividend pursuant to this proposal, for the benefit of the Unsecured creditors.

12. OTHER PROVISIONS

12.1 **Appointment of Inspectors:** The Debtor agrees to the appointment of up to three (3) inspectors to be appointed by its creditors, at the general meeting of creditors called to consider this Proposal, and such inspectors shall have the powers set out in the BIA, as well as the powers to:

- (a) Advise the Trustee on the steps to be taken under the Proposal, to the extent that the Trustee deems it appropriate to consult with the inspectors; and

-
- (b) Authorize an extension of the Outside Date and of any payment under the Proposal, in whole or in part, to the extent that such extension is in the interest of both the Debtor and its creditors.

The inspectors will be able to exercise their powers until the Trustee has issued the Trustee Certificate.


- 12.2 **Claims Against Directors:** This Proposal constitutes a settlement of all Claims Against Directors and, upon implementation of the Proposal and payment of the Amount offered for distribution, assuming that the Conditions set out in Section 3 of the Proposal are met, all Claims Against Directors will be discharged in accordance with Section 50(13) of the BIA.
- 12.3 **Undervalued Transactions and Preferential Treatment:** By accepting this Proposal, the creditors expressly waive their right to exercise against the Debtor and any third party, the recourses provided for in sections 95 to 101 of the BIA as well as under any other provincial legislation having a similar purpose, including, without limiting the foregoing, the recourses under articles 1631 and 1636 of the *Civil Code of Québec*, the whole in accordance with Section 101.1 of the BIA.
- 12.4 **Distribution:** Raymond Chabot Inc. will act as Trustee for this Proposal, and all amounts payable under this Proposal will be paid in full in its hands for distribution to creditors.

[Signature page follows]


DATED IN QUÉBEC, this 18th day of August 2020.

SUGOI GLOBAL INC.

Par:



Louis Garneau



Witness

District de: Québec
 No. division: 2
 No. cour: 200-11-026588-205
 No. dossier: 43-2633189

FORMULAIRE 78

Bilan (Proposition commerciale)

(paragraphe 50(2) et 62(1) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de Sugoi Global inc.

Personne morale légalement constituée faisant affaire sous les noms sociaux Sugoi et Sombrio au 30, rue des Grands-Lacs à Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 2E6

Originale

Modifiée

Au Débiteur:

Vous êtes tenu de remplir avec soin et exactitude ce formulaire et les annexes applicables indiquant la situation de vos affaires à la date du dépôt de votre proposition (ou de votre avis d'intention, le cas échéant) le 12^{ième} jour d'août 2020. Une fois rempli, ce formulaire et les listes annexées constituent votre bilan, qui doit être vérifié sous serment ou par une déclaration solennelle.

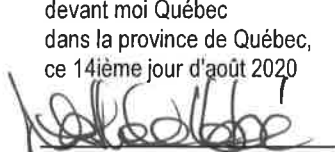
PASSIF (tel que déclaré et estimé par le Débiteur)	
1. Créanciers non garantis: voir liste A	\$5,522,896.58
2. Créanciers garantis : voir liste B	\$2,456,701.00
3. Créanciers privilégiés : voir liste C	\$18,000.00
4. Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres (voir liste D)	\$0.00
pouvant être réclamées pour une somme de	\$0.00
Total du passif	\$7,997,597.58
Surplus	\$0.00

ACTIF (tel que déclaré et estimé par le Débiteur)	
1. Inventaire	\$800,000.00
2. Aménagements	\$0.00
3. Comptes à recevoir et autres créances: voir liste E	
Bonnes	\$1,493,911.00
Douteuses	\$224,502.00
Mauvaises	\$0.00
Estimation des créances qui peuvent être réalisées	\$874,791.00
4. Lettres de change, billets à ordre, etc. : voir liste F	\$0.00
5. Dépôts en Institutions financières	\$0.00
6. Espèces	\$0.00
7. Bétail	\$0.00
8. Machines, outillage et installation	\$0.00
9. Immeubles et biens réels : voir liste G	\$0.00
10. Ameublement	\$0.00
11. REER, FERR, Assurances-vie etc	\$0.00
12. Valeurs mobilières,(actions, obligations, débetures etc.)	\$0.00
13. Droits en vertu de testaments	\$0.00
14. Véhicules	\$0.00
15. Autres biens : voir liste H	\$800,002.00
<i>Si le Débiteur est une personne morale, ajoutez:</i>	
montant du capital souscrit	
montant du capital payé	
Solde souscrit et impayé	
Estimation du solde qui peut être réalisé	
Total de l'actif	\$2,474,793.00
Déficit	\$5,522,804.58

Je, JM Jahoo pour et au nom de LOUIS GARNEAU, de Sugoi Global inc. de Saint-Augustin-de-Desmaures dans la province de Québec, étant dûment assermenté (ou ayant déclaré solennellement) déclare que le bilan qui suit et les listes annexées sont, au meilleur de ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de ses affaires en ce 14^{ième} jour d'août 2020 et indiquent au complet tous ses biens de quelque nature qu'ils soient, en sa possession et réversibles, tels que définis par l'article 67 de la Loi.

ASSERMENTÉ (ou DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)

devant moi Québec
 dans la province de Québec,
 ce 14^{ième} jour d'août 2020



Signature du Débiteur

Commissaire à
 l'assermentation
 pour la province



Liste des créanciers

Raymond Chabot Inc.

Date du Rapport: 20/08/2020

Sugoi Global inc. # BSF 43-2633189 # du Fichier 1181862

IL - Québec

Crée par: Gabrielle Gignac

T	Créancier et Adresse	# ref	Rapport 170	Changement importants	Paiements modifiés	Assemblée demandée	Montant déclaré	Montant soumis	Montant admis	SD
G	Agence du Revenu du Canada (QC) Attn: Centre d'arrivages de l'insolvabilité du Québec 4695, boul. de Shawinigan-Sud, Shawinigan, Québec, G9P 5H9, Canada	DAS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	N
G	BANQUE NATIONALE DU CANADA 600 De la Gauchetière Ouest, 9ième étage, Montréal, Québec, H3B 4L2, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,456,701.00	\$0.00	\$0.00	N
G	Ministère du Revenu du Québec (QC) Attn: Dir. régionale de la Capitale-Nationale 1265, boul. Charest Ouest Secteur C65-61, Québec, Québec, G1N 4V5, Canada	DAS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	N
Garanti			Sous compte des créanciers		3	Sous-total	\$2,456,701.00	\$0.00	\$0.00	

P	ANUSHKA SRIVASTAVA 308-7440 Fraser Street, Vancouver, Colombie-Britannique, V5X 3W4, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	BRUCE ANDREW HAWKSHAW 44-3596 Salal Drive, North Vancouver, Colombie-Britannique, V7G 0A9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	Ensemble des employés 140, Grande Allée Est, bureau 200, Québec, Québec, G1R 5P7, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	N
P	JESSE WOOD 2216 Lorraine Ave, Coquitlam, Colombie-Britannique, V3K 2M9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	KATHERINE ORTIZ KOLB 522-2665 Mountain Hwy, North Vancouver, Colombie-Britannique, V7J 0A8, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	Lilla Horvath 418 Buchanan avenue, New Westminster, Colombie-Britannique, V3L 3Z7, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	Marie-Josée Belleau 1253 E 14th Avenue, Vancouver, Colombie-Britannique, V5T 2P2, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	REED PILLER 2525 Balsam Street unit 205, Vancouver, Colombie-Britannique, V6K 3N3, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	Sheila Robinson 4214 Peterson Dr, Richmond, Colombie-Britannique, V7E 4X9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
P	WEN KELLY KE 63 N Warwick Ave, Burnaby, Colombie-Britannique, V5B 1K8, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	N
Privilegié			Sous compte des créanciers		10	Sous-total	\$18,000.00	\$0.00	\$0.00	

N	ADVISO CONSEIL INC. 909, AVENUE MONT-ROYAL EST, MONTREAL, Québec, H2J 1X3, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$8,044.11	\$0.00	\$0.00	N
N	AEROTEK ULC P.O. BOX 15521, STATION A, Ontario, M5W 1C1, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$39,744.00	\$0.00	\$0.00	N
N	Agence du Revenu du Canada (QC) Attn: Centre d'arrivages de l'insolvabilité du Québec 4695, boul. de Shawinigan-Sud, Shawinigan, Québec, G9P 5H9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	N
N	AGENCE NATIONALE DE RECOUVREMENT 3859, AUTOROUTE DES LAURENTIDES, Laval, Québec, H7L 3H7, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$606.36	\$0.00	\$0.00	N
N	AGUILA ENTERPRISES CO LTD ADD:143, JING CHENG SOUTH ROAD, Taichun City 408, Taiwan, Taiwan		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$85,606.25	\$0.00	\$0.00	N
N	ALLSTREAM BUSINESS INC. C/O T4622, PO BOX 4622, STN A, Toronto, Ontario, M5W 0J9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$98.20	\$0.00	\$0.00	N
N	ANUSHKA SRIVASTAVA 308-7440 Fraser Street, Vancouver, Colombie-Britannique, V5X 3W4, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$1,742.04	\$0.00	\$0.00	N
N	BANQUE NATIONALE DU CANADA (MASTER CARD) BUREAU 1655-8, 600, RUE DE LA GAUCHETIERE OUEST, MONTREAL, Québec, H3B 5B5, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$3,109.10	\$0.00	\$0.00	N
N	BOWERY CREATIVE 207 WEST HASTINGS STREET, SUITE 1410, Vancouver, Colombie-Britannique, V6B 2N4, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$6,300.00	\$0.00	\$0.00	N
N	BRUCE ANDREW HAWKSHAW 44-3596 Salal Drive, North Vancouver, Colombie-Britannique, V7G 0A9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$11,291.82	\$0.00	\$0.00	N
N	CANADIAN CYCLING MAGAZINE 75 HARBORD ST., Toronto, Ontario, M5S 1G4, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$3,717.00	\$0.00	\$0.00	N

Date du Rapport: 20/08/2020

Sugoi Global inc. # BSF 43-2633189 # du Fichier 1181862

IL - Québec

Crée par: Gabrielle Gignac

T	Créancier et Adresse	# ref	Rapport 170	Changement importants	Paiements modifiés	Assemblée demandée	Montant déclaré	Montant soumis	Montant admis	SD
N	CANADIAN RUNNING MAGAZINE 75 HARBORD ST., Toronto, Ontario, M5S 1G4, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$4,620.00	\$0.00	\$0.00	N
N	CAPTAIN INDUSTRIES LTD. ROOM 802, BUILDING E, NO7001, ZHONGCHUM ROAD, Shangai, Shangai, 201101, Chine		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$54,440.10	\$0.00	\$0.00	N
N	CCN SPORT LIMITED Room 107, 1/F., Winning Centre, No.29 Tai Yau Street, San Po Kong, Kowloon, Hong Kong, Hong Kong		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$343,968.00	\$0.00	\$0.00	N
N	CHRIS CHRISTIE 40495 HIGHLAND WAY NORTH, BOX 3266, GARIBALDI HIGHLANDS, Colombie-Britannique, V0N 1T0, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$1,949.25	\$0.00	\$0.00	N
N	CNESST - Québec 530, boul. de l'Atrium, bur.160 C.P. 1200, Succ. Terminus, Québec, Québec, G1K 7E2, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	N
N	COLE INTERNATIONAL 670 AVENUE ORLY, STE 201, Dorval, Québec, H9P 1E9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$13,488.63	\$0.00	\$0.00	N
N	COLUMBIA BUSINESS SYSTEMS #31-13290, 78TH AVENUE, Surrey, Colombie-Britannique, V3W 0H6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$325.72	\$0.00	\$0.00	N
N	DELMAR INTERNATIONAL INC. 10636 COTE DE LIESSE, MONTREAL, Québec, H8T 1A5, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$13,710.79	\$0.00	\$0.00	N
N	DERINGER P.O. BOX 11349, SUCC CENTRE-VILLE, MONTREAL, Québec, H3C 5H1, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$112,110.64	\$0.00	\$0.00	N
N	DESCHAMPS IMPRESSION 755, BOULEVARD DES CHUTES, QUEBEC, Québec, G1E 2C2, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$7,076.71	\$0.00	\$0.00	N
N	ECO ENTREPRISE 1600, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal, Québec, H3H 1P9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$6,062.50	\$0.00	\$0.00	N
N	EOACTION RECYCLING LTD. PO BOX 51066 CREST CENTRE, Burnaby, Colombie-Britannique, V3N 5B9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$739.20	\$0.00	\$0.00	N
N	EDC 2875, boulevard Laurier, D-3, bureau 600, Québec, Québec, G1V 2M2, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$451.74	\$0.00	\$0.00	N
N	Ensemble des employés 140, Grande Allée Est, bureau 200, Québec, Québec, G1R 5P7, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$61,610.65	\$0.00	\$0.00	N
N	EXPERTVOICE INC. DEPT. CH 19775, PALATINE, Illinois, 60055-9775, USA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$17,730.48	\$0.00	\$0.00	N
N	FANWEAR LTD ., KV VAZROJDENCI BL 100 VH A AP 8, Québec, Québec, 6600, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$38,996.77	\$0.00	\$0.00	N
N	FEDERAL EXPRESS CANADA LTEE P.O. BOX 4626, TORONTO STATION A, Toronto, Ontario, M5W 5B4, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$29,783.11	\$0.00	\$0.00	N
N	GLORIA WONG 303-1080 Broughton Street, Vancouver, Colombie-Britannique, V6G 2A8, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$474.27	\$0.00	\$0.00	N
N	GOOD FORTUNE COLLECTIVE INC. SUITE 211 - 402 W PENDER ST, Colombie-Britannique, V6B 1T6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$125,000.00	\$0.00	\$0.00	N
N	GREG WATTS 4200 KINGS CANYON RD., Nevada, 89703, USA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$1,289.88	\$0.00	\$0.00	N
N	GROUPE ETR 1130 BOUL. CHAREST OUEST #110, QUEBEC, Québec, G1N 2E2, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$1,172.75	\$0.00	\$0.00	N
N	GS1 CANADA P.O. BOX 4283, POSTAL STATION A, Toronto, Ontario, M5W 5W6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$3,150.00	\$0.00	\$0.00	N
N	HAKERS ENTERPRISE (CHINA) 9F, No. 6 SEC1 JUNG SHING ROAD, Wu Gu Shiang, TAIPEI, 210038, Taiwan		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$61,579.92	\$0.00	\$0.00	N
N	Hydro-Québec Attn: Serv. recouvrement - Insolvabilité 140, Crémazie Ouest, 3e étage, Montréal, Québec, H2P 1C3, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	N
N	JESSE WOOD 2216 Lorraine Ave, Coquitlam, Colombie-Britannique, V3K 2M9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,345.01	\$0.00	\$0.00	N
N	JILL KINTNER LLC 16020 6TH AVE SW, SEATTLE, Washington, 98166, USA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$28,869.66	\$0.00	\$0.00	N
N	KATHERINE ORTIZ KOLB 522-2665 Mountain Hwy, North Vancouver, Colombie-Britannique, V7J 0A8, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$4,027.20	\$0.00	\$0.00	N

Date du Rapport: 20/08/2020

Sugoi Global inc. # BSF 43-2633189 # du Fichier 1181862

IL - Québec

Crée par: Gabrielle Gignac

T	Créancier et Adresse	# ref	Rapport 170	Changement importants	Paiements modifiés	Assemblée demandée	Montant déclaré	Montant soumis	Montant admis	SD
N	KIN HING MANUFACTURING COMPANY W/O BY EASYLINK INVESTMENTS LTD., FLAT B, 6/F., MAI SHUN IND.BUILDING, Kwai Chung, hong kong, Hong Kong		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$14,651.06	\$0.00	\$0.00	N
N	KITORDER LLC 176 CAZNEAU AVENUE, Sausalito, Californie, 94965, USA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,500.62	\$0.00	\$0.00	N
N	LIGHT & HEAVY IND. SUPPLIER LTD. 10TH FLOOR, NO. 201-32 TUN HUA NORTH, 105 TAIPEI, Taiwan, 105, Taiwan		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$206,554.33	\$0.00	\$0.00	N
N	LILLA HORVATH 418 Buchanan Ave, New Westminster, Colombie-Britannique, V3L 3Z7, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$11,747.60	\$0.00	\$0.00	N
N	LOUIS GARNEAU SPORTS INC. 30, RUE DES GRANDS-LACS, ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES, Québec, G3A 2E6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$900,000.00	\$0.00	\$0.00	N
N	LOUIS GARNEAU USA 3916 US ROUTE 5 PO BOX 1460, DERBY, Vermont, 58295-8295, USA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$1,700,000.00	\$0.00	\$0.00	N
N	Marie-Josée Belleau 1253 E 14th Avenue, Vancouver, Colombie-Britannique, V5T 2P2, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$16,460.74	\$0.00	\$0.00	N
N	MINISTER OF FINANCE PO BOX 9482 STN PROV GOVT, Victoria, Colombie-Britannique, V8W 9W6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$713.30	\$0.00	\$0.00	N
N	Ministère du Revenu du Québec (QC) Attn: Dir. régionale de la Capitale-Nationale 1265, boul. Charest Ouest Secteur C65-61, Québec, Québec, G1N 4V5, Canada	TPS/TVQ	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00	\$0.00	N
N	MINISTÈRE DU REVENU DU QUÉBEC 3800 RUE MARLY, C.P. 25500, SUCC. TERMINUS, QUÉBEC, Québec, G1A 0A9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$10,001.14	\$0.00	\$0.00	N
N	MP DESIGN INC. 16 WEST 4TH AVENUE, Vancouver, Colombie-Britannique, V5Y 1G3, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$994.02	\$0.00	\$0.00	N
N	NAVYSTAR INTERNATIONAL COMPANY LTD LAM HING STREET, UNIT527, 5/F, METRO CENTRE II., KOWLOON BAY, Hong Kong, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$41,397.98	\$0.00	\$0.00	N
N	NOBASURA ARTIST MANAGEMENT INC. 34 WEST 23RD AVENUE, Vancouver, Colombie-Britannique, V5Y 2G7, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$819.00	\$0.00	\$0.00	N
N	NORTON ROSE FULBRIGHT 2828, BOUL. LAURIER BUREAU 1500, COMPLEXE JULES-DALLAIRE, QUÉBEC, Québec, G1V 0B9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$5,645.83	\$0.00	\$0.00	N
N	OPTIMAL LOGISTIQUE SERVICES 5165, rue Sherbrooke Ouest, suite 406, Montréal, Québec, H4A 1T6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$13,509.83	\$0.00	\$0.00	N
N	ORBITAL TECHNOLOGIES INC. #400-116 WEST 6TH AVENUE, Vancouver, Colombie-Britannique, V5Y 1K6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$11,641.63	\$0.00	\$0.00	N
N	PELTON PAE PONT PEYRIN, 32600 L'Isle Jourdain, L'Isle Jourdain, France, France		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$6,928.06	\$0.00	\$0.00	N
N	PROSOURCE INTERNATIONAL INC. 12038 Hertz Street, Moorpark, Californie, 93021, USA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$86,250.15	\$0.00	\$0.00	N
N	PUROLATOR INC. PO BOX 4800 STN MAIN, Concord, Ontario, L4K 0K1, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$11,519.99	\$0.00	\$0.00	N
N	RECEVEUR GENERAL DU CANADA 875, chemin Heron, Ottawa, Ontario, K1A 1B1, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$351,332.74	\$0.00	\$0.00	N
N	REECE WALLACE BASEMENT SUITE - 1536 DEMPSEY ROAD, NORTH VANCOUVER, Colombie-Britannique, V7K 1S9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$7,230.73	\$0.00	\$0.00	N
N	REED PILLER 2525 Balsam Street unit 205, Vancouver, Colombie-Britannique, V6K 3N3, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,895.01	\$0.00	\$0.00	N
N	REEL ATHLETES TALENT AGENCY INC. 10-224175 HIGHWAY 22 WRST, Foothills, Alberta, T0L 1W4, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$8,540.75	\$0.00	\$0.00	N
N	SHANGHAI PENGMAO GARMENT CO LTD RM.3.3FL.NO.8038,CHUANNANTENG ROAD, SITUAN, Québec, Québec, 201400, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$101,530.02	\$0.00	\$0.00	N
N	SHEILA ROBINSON 4214 Peterson Dr, Colombie-Britannique, V7E 4X9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$8,385.29	\$0.00	\$0.00	N
N	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES 2701 PROM. RIVERSIDE, Ottawa, Ontario, K1A 1L7, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$248.88	\$0.00	\$0.00	N

Date du Rapport: 20/08/2020

Sugoi Global inc. # BSF 43-2633189 # du Fichier 1181862

IL - Québec

Crée par: Gabrielle Gignac

T	Créancier et Adresse	# ref	Rapport 170	Changement importants	Paiements modifiés	Assemblée demandée	Montant déclaré	Montant soumis	Montant admis	SD
N	SPS COMMERCE INC. PO BOX 99205, STN A, Ontario, M5W 0J6, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$3,083.29	\$0.00	\$0.00	N
N	SUNSEA SPORTS COMPANY LIMITED 6/F MEE WAH FACTORY BUIDING, 1 TSAT PO ST PO KONG KLN, Hong Kong, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$633,221.68	\$0.00	\$0.00	N
N	TAINAN ENTERPRISES CO. LTD 18F. NO.15-1, SEC. 1, HANGZHOU S. RD. ZHONGZHENG DIST., Taiwan, Taiwan, 10050, Taiwan		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$262,551.46	\$0.00	\$0.00	N
N	TELUS COMMUNICATIONS INC. PO BOX 7575, Vancouver, Colombie-Britannique, V6B 8N9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$233.58	\$0.00	\$0.00	N
N	TELUS QUEBEC C.P. 11674, SUCCURSALE CENTRE-VILLE, MONTREAL, Québec, H3C 6E9, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$3,054.24	\$0.00	\$0.00	N
N	WEN KELLY KE 63 N Warwick Ave, Burmaby, Colombie-Britannique, V5B 1K8, Canada		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$2,715.94	\$0.00	\$0.00	N
N	WORKSAFE BC Attn : Collection Section P.O. Box 5350, Station Terminal, Colombie-Britannique, V6B 5L5, Canada	080976 - CQ (093)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$1,305.83	\$1,146.56	\$1,146.56	A
Non-garanti		Sous compte des créanciers		71	Sous-total		\$5,522,896.58	\$1,146.56	\$1,146.56	
Compte total de tous les créanciers				84	Grand Total		\$7,997,597.58	\$1,146.56	\$1,146.56	



Raymond Chabot inc.

**Société affiliée de
Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.**
140, Grande Allée Est
Bureau 200
Québec (QC) G1R 5P7
Tél.: (418)647-3078
Télec.: (418)647-9279
www.raymondchabot.com

CANADA
DISTRICT DU QUÉBEC
N° DIVISION : 02-QUÉBEC
N° COUR : 200-11-026588-205
N° DOSSIER : 43-2633189
N° BUREAU : 1181862

COUR SUPÉRIEURE
« En matière de faillite et d'insolvabilité »

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE : **SUGOI GLOBAL INC.**

La Partie proposante

-et-

RAYMOND CHABOT INC., (SR0189)
Jocelyn Renaud, CPA, CMA, CIRP, SAI,
Responsable désigné

Syndic autorisé en insolvabilité

**RAPPORT DU SYNDIC DÉSIGNÉ SUR L'ÉTAT DES AFFAIRES
ET DES FINANCES DE LA PARTIE PROPOSANTE**
(articles 50 (10) et 50 (5) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité)

PRÉAMBULE

La *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ordonne au syndic de surveiller les affaires et finances de la Partie proposante, depuis le dépôt de la proposition jusqu'à son approbation par le Tribunal. De plus, le syndic doit faire, relativement aux affaires et aux biens, une évaluation et une investigation qui lui permettent d'estimer, avec un degré suffisant d'exactitude, la situation financière de la Partie proposante et la cause de ses difficultés financières, et d'en faire rapport aux créanciers.

À cet effet, veuillez prendre connaissance du présent rapport qui traite de l'état des affaires et finances de la Partie proposante et résume la proposition faite aux créanciers.

Fait à Québec, le 21 août 2020

RAYMOND CHABOT INC.
Syndic autorisé en insolvabilité

(S)
Jocelyn Renaud, CPA, CMA, CIRP, SAI
Responsable désigné

1. HISTORIQUE ET CAUSES DES DIFFICULTÉS

- 1.1 Sugoi Global inc. (« Sugoi », la « Proposante » ou la « Débitrice »), constituée en 1987, distribue les produits de marques Sugoi (vélo de route) et Sombrio (vélo de montagne).
- 1.2 Sugoi est détenue à 100 % par la compagnie Louis Garneau Sports inc. (« LGS ») à la suite d'une acquisition effectuée en 2018. M. Louis Garneau est l'unique administrateur de la Compagnie.
- 1.3 L'acquisition de Sugoi par Louis Garneau Sports inc. en juillet 2018 s'inscrivait pour cette dernière dans une optique d'économies d'échelles visant le partage des frais fixes et l'augmentation du volume de ventes. À cette époque, LGS faisait déjà face à certains défis d'ordre financiers à la suite d'une baisse substantielle de son chiffre d'affaires. Or, depuis son acquisition par LGS, la Proposante n'a jamais atteint la rentabilité générant des pertes cumulées de plus de 1,5 M\$.
- 1.4 Le 3 mars 2020, la situation financière de la société mère de Sugoi, Louis Garneau Sports inc., s'était détériorée au point où elle n'a eu d'autre choix que de déposer un avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers en application de l'article 50.4(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, afin d'assurer la continuité de ses opérations.
- 1.5 Puisque Sugoi et LGS ont plusieurs fournisseurs et créanciers communs, la pression des créanciers de Sugoi s'est accentuée énormément à la suite du dépôt d'un avis d'intention de faire une proposition par LGS, jusqu'au point où Sugoi était dans l'impossibilité de faire face à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance et a déposé, le 24 mars 2020, un avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers en application de l'article 50.4(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.
- 1.6 Depuis le dépôt de son avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers, les mesures de restructurations suivantes ont été prises par Sugoi :
 - 1.6.1 Quelques mises à pied d'employés, notamment celles nécessaires à la période de fermeture des commerces non essentiels annoncée par les Gouvernements en réaction à la propagation de la COVID-19;
 - 1.6.2 Mise en place d'un processus de sollicitation d'investisseurs de concert avec Louis Garneau Sports inc. et ses filiales;
 - 1.6.3 Le processus de sollicitation fut considérablement plus long et complexe en raison de la crise de la COVID-19. Conséquemment, des requêtes en prorogation de délai pour présenter une proposition furent accueillies le 1er avril, le 13 mai, le 18 juin et le 10 août 2020 accordant respectivement à la débitrice un délai supplémentaire jusqu'au 15 mai, 26 juin, 10 août 2020 et 18 août 2020 pour le dépôt de sa proposition.
- 1.7 Au terme de ces démarches, la Proposante est à finaliser une entente avec un investisseur externe qui lui permettra de poursuivre ses opérations et de mener à terme la proposition qu'elle a déposée auprès du Séquestre officiel le 18 août 2020, laquelle est résumée à la section 4 du présent rapport.

- 1.8 Cette entente est conditionnelle à :
- 1.8.1 L'approbation des propositions de Sugoi Global inc. et de Louis Garneau Sports inc. par les créanciers et le Tribunal;
 - 1.8.2 L'obtention de financement et d'investissement de différents partenaires financiers de l'investisseur externe;
 - 1.8.3 Une réorganisation du capital-actions de la Débitrice conformément à la convention d'investissement intervenue avec l'investisseur externe.
- 1.9 Une requête fut présentée par le syndic pour permettre l'envoi de l'avis d'homologation de la proposition par le Tribunal en même temps que l'avis de la proposition afin de réduire le délai avant l'homologation de la proposition, et ce, afin de permettre une finalisation le plus rapidement possible de l'entente entre l'investisseur externe et la débitrice.

2. SITUATION FINANCIÈRE

- 2.1 Nous avons reproduit ci-dessous les états financiers sommaires pour les exercices financiers terminés les 30 septembre 2019 (non audité) et 2018 (mission d'examen par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L.). Nous avons également reproduit les états financiers internes en date du 31 mars 2020, soit les états financiers qui présentent la situation financière la plus à jour de Sugoi au moment de déposer l'avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers.
- 2.2 Nous n'avons pas effectué de procédures d'audit sur ces états financiers et nous n'émettons pas d'opinion sur ceux-ci. Notre travail a consisté uniquement à fournir des services de reproduction.

2.3 Bilan

2.3.1 Le sommaire du bilan est le suivant (non audité) :

(en millier de \$ - non audité)	31 mars 2020	30 septembre 2019	30 septembre 2018
Actif			
À court terme			
Débiteurs	2 415	2 361	1 294
Stocks de produits finis	4 760	5 273	5 097
Frais payés d'avance	344	378	224
	7 519	8 013	6 615
Immobilisations corporelles	52	61	56
Actifs incorporels	53	59	23
Impôts futurs	474	355	70
	8 097	8 488	6 765
Passif			
À court terme			
Emprunt bancaire	3 398	4 335	1 908
Créditeurs et charges à payer	3 473	1 917	2 050
Avances de compagnies liées	2 748	3 495	3 004
	9 619	9 747	6 962
Capitaux Propres			
Capital-actions	0,1	0,1	0,1
Déficit	(1 522)	(1 259)	(197)
	8 097	8 488	6 765

2.3.2 En date du 24 juillet 2020, le montant des avances bancaires par la Banque Nationale du Canada totalisait 2 457 k\$, soit une diminution d'environ 0,9 M\$ par rapport au solde en date du dépôt de l'avis d'intention de faire une proposition aux créanciers;

2.3.3 Cette diminution des avances bancaires s'explique principalement par la réduction du niveau d'inventaire et la perception des différents comptes clients;

2.3.4 La valeur des stocks au 31 mars 2020 se chiffrait à 4,8 M\$ et a fait l'objet d'une réduction progressive par Sugoi au cours des derniers mois. La valeur comptable des stocks en date du 24 juillet 2020 était de 3,2 M\$. Cette diminution par rapport au 31 mars 2020 est explicable par les efforts accrus de liquidation des inventaires par Sugoi afin de générer des liquidités pendant sa période de restructuration ainsi qu'à la rationalisation des achats de stocks dans un contexte de gestion serrée de ses liquidités;

2.3.5 La valeur des comptes clients au 31 mars 2020 se chiffrait à 2,4 M\$ et a fait l'objet d'une réduction progressive par Sugoi au cours des derniers mois. La valeur des comptes clients en date du 24 juillet 2020 était de 1,7 M\$. Cette diminution par rapport au 31 mars 2020 est explicable par les efforts accrus de collection des comptes clients par Sugoi afin de générer les liquidités requises pour cette période de restructuration.

2.4 Résultats

2.4.1 Le sommaire des résultats est le suivant (non audité) :

(en millier de \$ - non audité)	31 mars 2020	30 septembre 2019	30 septembre 2018
	6 mois	12 mois	104 jours
Produits	4 358	11 090	1 312
Coût des produits vendus	2 631	7 508	674
Bénéfice brut	1 727	3 582	639
	40%	32%	49%
Charges			
Frais de vente	1 573	3 775	537
Frais d'administration et frais généraux	264	756	361
Frais financiers	277	370	9
	2 115	4 901	906
Perte avant impôts et autres éléments	(388)	(1 319)	(268)
Autres produits (charges)	6	(27)	-
Perte avant impôts sur les bénéfices	(382)	(1 346)	(268)
Impôts sur les bénéfices			
Futurs	(119)	(284)	(70)
Perte nette	(263)	(1 062)	(197)

2.4.2 Les résultats financiers de Sugoi postérieurement à son acquisition par Louis Garneau Sports inc. ont généré des pertes de plus de 1,5 M\$ détériorant ainsi la situation financière du groupe Louis Garneau Sports inc. qui vivait déjà certaines difficultés financières préalablement à cette acquisition.

3. RELATIONS D'AFFAIRES ANTÉRIEURES AVEC LA PARTIE PROPOSANTE

3.1 En conformité avec l'article 13.3 (2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, Raymond Chabot inc. informe les créanciers qu'elle agit également à titre de syndic à la proposition de Louis Garneau Sports inc., compagnie liée à la Partie proposante.

4. SOMMAIRE DE LA PROPOSITION

4.1 La présente section résume la proposition.

4.2 En cas de divergence, le texte de cette dernière doit prévaloir sur le présent sommaire.

4.3 Créancier garanti – Banque Nationale du Canada

4.3.1 La proposition prévoit le paiement des créanciers garantis, en conformité avec les contrats actuels ou selon les ententes intervenues ou à intervenir avec chacun ou selon la Loi.

4.4 Réclamations de la Couronne

- 4.4.1 Les Réclamations de la Couronne, incluant les intérêts et pénalités y afférents en vertu des lois, règlements et décrets applicables, seront payées en totalité par la Débitrice dans les six (6) mois suivants l'Ordonnance d'approbation à même le Montant offert pour distribution, mais en priorité à toute Réclamation Ordinaire.

4.5 Réclamations des employés

- 4.5.1 La proposition prévoit le paiement des sommes dues aux employés qui sont toujours à l'emploi dans le cours normal des affaires.
- 4.5.2 Les réclamations des employés qui ne sont plus en poste seront acquittées conformément aux articles 81.3 et 136 (1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* à même les sommes offertes pour distribution aux créanciers ordinaires. Ces employés seront admissibles au Programme de protection des salariés à la suite de la nomination de Raymond Chabot inc. à titre de séquestre de certains biens de Sugoi Global inc. à la suite du jugement rendu par l'Honorable Marie-France Vincent, le 10 août 2020.

4.6 Réclamations privilégiées

- 4.6.1 Les Réclamations privilégiées (à l'exclusion de tout intérêt et autres que les Honoraires et frais de la Proposition et les Réclamations des employés), seront payées à même le Montant offert pour distribution, mais en priorité à toute Réclamation ordinaire.

4.7 Autres réclamations

- 4.7.1 La Partie proposante paiera au syndic, dans les 60 jours suivant l'approbation de la présente proposition, un montant global de 300 000 \$ pour acquitter les :
- 4.7.1.1 Réclamations des employés qui ne sont plus en poste pour un montant estimé à 18 000 \$;
 - 4.7.1.2 Réclamations de la Couronne qui devraient être à zéro;
 - 4.7.1.3 Réclamations privilégiées qui devraient être à zéro;
 - 4.7.1.4 Réclamations ordinaires de la façon suivante :
 - 4.7.1.4.1 Pour chaque Réclamation ordinaire, par le paiement en totalité du montant le moins élevé entre sept cent cinquante dollars [(750 \$)] et le montant total de la Réclamation ordinaire (la « Première tranche »); et

- 4.7.1.4.2 Pour la portion de chaque Réclamation ordinaire excédant sept cent cinquante dollars [(750 \$)], le cas échéant, par le partage au prorata de la somme représentant le Solde du Montant offert pour distribution moins le montant nécessaire pour le versement de la Première Tranche.
- 4.7.2 Afin d'augmenter le pourcentage de dividende qui sera versé aux créanciers, la société a décidé de payer les honoraires professionnels liés à la proposition en sus du montant offert par la débitrice.
- 4.7.3 Finalement, les créanciers liés à la société ne voteront pas sur la Proposition, tel que prévu par la LFI, et leur réclamation respective ne leur donnera pas droit à quelconque dividende aux termes de cette proposition, le tout au bénéfice des Créanciers ordinaires.

5 IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES ÉLÉMENTS D'ACTIF DANS UN CONTEXTE DE FAILLITE

5.1 Nous vous présentons le bilan non audité de l'entreprise basé sur différentes valeurs de réalisation exposées à la note 1. La valeur estimative de réalisation de l'actif, serait la suivante :

Description des éléments d'actif	Valeur au bilan statutaire \$	Valeur estimative dans un contexte de réalisation (Note 1) \$	Créanciers garantis		Excédant estimatif dans un contexte de réalisation \$
			Montant \$	Nom et nature	
Comptes clients	1 718 413	874 792	2 456 701	Hypothèque mobilière sur l'universalité des biens meubles en faveur de la Banque Nationale du Canada	18 091
Stocks	3 182 764	800 000			
Actifs incorporels (marques de commerce, brevets, etc.)	52 876	800 000			
Mobilier de bureau et équipement informatique	-	-			
Frais payés d'avances	343 640	-			
Impôts reportés	473 500	-			
TOTAL	5 771 193	2 474 792	2 456 701		18 091
CRÉANCES PRIORITAIRES					
Créances gouvernementales relatives aux DAS impayées - Estimation					1 000
Créances relatives aux salaires et vacances non payés					24 000
FRAIS DE RÉALISATION ESTIMÉS					150 000
SURPLUS (MANQUE À GAGNER) À LA FAILLITE ESTIMÉ					(156 909)
POURCENTAGE ESTIMATIF DE RÉALISATION POUR LES CRÉANCIERS NON GARANTIS					0%

5.2 **Note 1** : Les valeurs de réalisation des différents actifs ont été déterminées ainsi :

5.3 Comptes clients :

5.3.1 La valeur indiquée correspond à la valeur d'emprunt calculée au 24 juillet 2020 conformément à la convention de crédit avec la Banque Nationale Canada. À titre indicatif, en date du 24 juillet 2020, la valeur comptable des comptes clients était de 1 718 413 \$. De ce montant, 224 502 \$ sont à recevoir de compagnies liées. Dans le contexte post COVID-19, la valeur de réalisation des comptes clients fait l'objet d'une plus grande incertitude.

5.4 Stocks :

5.4.1 La valeur indiquée a été établie sur une base d'estimation selon l'expérience du syndic dans des dossiers similaires et en fonction de discussions avec la direction de la débitrice. Selon nos estimations, la valeur de réalisation dans un contexte de faillite varierait probablement entre 20 % et 30 % de la valeur au coût des stocks. À titre indicatif, la valeur comptable des stocks (excluant ceux en transit) en date du 24 juillet 2020 était de 3 182 764 \$. Ces stocks se trouvent principalement à l'usine de Louis Garneau Sports inc. à Saint-Augustin-de-Desmaures et à l'usine de Louis Garneau USA au Vermont.

5.5 Actifs incorporels :

5.5.1 Ces actifs représentent principalement les droits dans les noms et marques de commerce Sugoi et Sombrio détenus par Sugoi Global inc. Il est difficile d'estimer la valeur de ces actifs dans un contexte de faillite sans continuité d'opérations. Les valeurs des offres reçues pour l'ensemble des actifs de Sugoi dans le cadre du processus de recherche d'investisseurs mentionné à la section 1 du présent rapport ne nous permettent pas d'anticiper un montant supérieur à ce qui est présenté par le syndic. La valeur au bilan statutaire de 52 876 \$ correspond à la valeur comptable de cet actif selon le bilan interne du 31 mars 2020.

5.6 Frais payés d'avance :

5.6.1 La valeur de réalisation dans un contexte de faillite serait nulle. La valeur au bilan statutaire de 343 640 \$ correspond à la valeur comptable de cet actif selon le bilan interne du 31 mars 2020.

5.7 Impôts reportés :

5.7.1 La valeur de réalisation dans un contexte de faillite serait nulle. La valeur au bilan statutaire de 473 500 \$ correspond à la valeur comptable de cet actif selon le bilan interne du 31 mars 2020.

6 RÉCLAMATION DES CRÉANCIERS

6.1 La liste des créanciers déclarés par la direction de la Partie proposante peut être résumée ainsi. À ce jour, le syndic n'a pas reçu de preuves de réclamation lui permettant d'infirmes les renseignements fournis.

	Montant déclaré \$
Créancier garanti (Banque Nationale du Canada)	2 456 701
Créances des employés selon 60(1.3) <i>LFI</i>	18 000
Créanciers liés	2 600 000
Créanciers ordinaires	2 922 897
Total	7 997 598

7 CONDUITE DE LA PARTIE PROPOSANTE

7.1 Enquête comptable

7.1.1 L'étude des opérations sous-évaluées et traitements préférentiels n'a permis d'identifier aucun événement litigieux.

7.2 États des projections sur l'évolution de l'encaisse et suivi des opérations

7.2.1 Depuis le dépôt de l'avis d'intention, le syndic a exercé son pouvoir de surveillance des affaires et des finances de la Partie proposante, conformément à l'article 50.4 (7) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, et a obtenu toute la collaboration nécessaire.

7.2.2 Les opérations se sont déroulées dans l'ensemble tel que prévu aux prévisions budgétaires, les écarts entre le réel et le budget étant globalement favorables par rapport au budget.

8 ÉTAT DE LA RÉALISATION ESTIMÉE

8.1 Selon les informations contenues au bilan statutaire de la Partie proposante, le dividende estimatif aux créanciers ordinaires et liés serait le suivant :

	\$
Montant forfaitaire	300 000
Moins:	
Réclamations de la Couronne pour arrrages de déductions à la source selon 60 (1.1) LFI	-
Réclarations des employés pour salaires et vacances impayées selon 60 (1.3) LFI	18 000
Réclamations privilégiées	-
Montant disponible pour les créanciers ordinaires et liés	282 000
Selon le bilan statutaire, les créanciers ordinaires s'élèvent à	2 922 897
Dividende moyen estimatif aux créanciers ordinaires	9,6%

9 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

9.1 Considérant que :

- 9.1.1 Dans un contexte de faillite, le dividende estimé aux créanciers ordinaires serait marginal, mais assurément beaucoup plus bas que celui présentement offert dans la présente proposition;
- 9.1.2 Puisque le premier 750 \$ de créances ordinaires sera versé aux créanciers visés dans le cadre de la Proposition, certains créanciers recevront un dividende qui représente près de 100 % de leur créance;
- 9.1.3 L'acceptation de la proposition permettra à plusieurs créanciers de conserver une relation d'affaires dans le futur avec Sugoi Global inc. et sa compagnie mère Louis Garneau Sports inc.;
- 9.1.4 La somme de 300 000 \$ sera versée au syndic très rapidement, soit dans les 60 jours suivant l'approbation de la proposition par le tribunal.

9.2 Nous considérons que la proposition est avantageuse pour l'ensemble des créanciers et recommandons donc son acceptation.

10 MARCHE À SUIVRE POUR LE VOTE SUR LA PROPOSITION

10.1 Vous trouverez sous pli un formulaire de preuve de réclamation ainsi qu'un formulaire de vote. Tous les créanciers doivent remplir ce formulaire de preuve de réclamation et joindre leur relevé de compte ou une copie des factures. Les créanciers qui ne prévoient pas assister ou être présents à l'assemblée du 10 septembre 2020 à 14 h 00 (HAE), peuvent également remplir et soumettre le formulaire de vote ci-joint indiquant leur position, en faveur ou contre l'acceptation de la proposition.

10.2 Nous rappelons aux créanciers que pour voter sur la proposition, ils doivent déposer leur preuve de réclamation auprès du syndic avant le début de l'assemblée du 10 septembre 2020 à 14 h 00 (HAE). Pour être acceptée, la proposition devra être approuvée par une majorité en nombre et une majorité des deux tiers (2/3) en valeur des créanciers de chaque catégorie, qui votent en personne ou par procuration à l'assemblée.

10.3 Les preuves de réclamation, les formulaires de votation, les formulaires de procuration et les pièces justificatives peuvent nous être transmis de différentes façons, soient :

Par courriel à reclamationEst@rcgt.com

Par télécopieur au 581-318-2892;

Par courrier ou à la réception de notre bureau situé à l'adresse suivante :

Raymond Chabot inc.

200-140 Grande Allée Est

Québec (Québec) G1R 5P7



Raymond Chabot inc.

Affiliate of
Raymond Chabot Grant Thornton
llp
140, Grande Allée Est
Bureau 200
Québec (QC) G1R 5P7
Tél.: (418)647-3078
Télé.: (418)647-9279
www.raymondchabot.com

CANADA
DISTRICT OF QUEBEC
DIVISION NO.: 02-QUÉBEC
COURT NO.: 200-11-026588-205
FILE NO.: 43-2633189
OFFICE NO.: 1181862

SUPERIOR COURT
“In Bankruptcy and Insolvency”

IN THE MATTER OF THE PROPOSAL OF:

SUGOI GLOBAL INC.

The Proposer

-and-

RAYMOND CHABOT INC., (SR0189)
Jocelyn Renaud, CPA, CMA, CIRP, LIT,
Trustee in Charge

Licensed Insolvency Trustee

**REPORT OF THE TRUSTEE IN CHARGE ON THE STATEMENT
OF THE PROPOSER'S BUSINESS AND FINANCIAL AFFAIRS**

(Subsections 50(10) and 50(5) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*)

PREAMBLE

The *Bankruptcy and Insolvency Act* orders the Trustee to monitor the business and financial affairs of the Proposer, from the filing of the Proposal until the Proposal is approved by the Court. The Trustee is also required to make an appraisal and investigation of the affairs and property of the Proposer so as to enable the Trustee to estimate, with reasonable accuracy, the financial situation of the Proposer and the cause of the Proposer's financial difficulties and report the result thereof to the creditors.

Accordingly, please read this report, which deals with the statement of the Proposer's business and financial affairs and summarizes the Proposal to the creditors.

Signed in Québec City, August 21, 2020

RAYMOND CHABOT INC.
Licensed Insolvency Trustee

(S)
Jocelyn Renaud, CPA, CMA, CIRP, LIT
Trustee in Charge

1. BACKGROUND AND CAUSES OF THE DIFFICULTIES

- 1.1 Sugoi Global Inc. (“Sugoi”, the “Proposer” or the “Debtor”), incorporated in 1987, distributes Sugoi (road cycles) and Sombrio (mountain bikes) products.
- 1.2 Sugoi was acquired in 2018 and is wholly owned by Louis Garneau Sports Inc. (“LGS”). Louis Garneau is the Company’s sole director.
- 1.3 LGS’s objective in acquiring Sugoi in July 2018 was to achieve economies of scale by sharing fixed costs and increasing sales volumes. At the time, LGS was experiencing financial difficulties following a significant decrease in sales. Since it was acquired by LGS, the Proposer never became profitable and generated accrued losses of more than \$1.5M.
- 1.4 On March 3, 2020, the financial situation of Sugoi’s parent company, LGS, deteriorated to the point where it had no other option but to file a notice of intention to make a proposal to its creditors in accordance with subsection 50.4(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* on March 3, 2020 in order to ensure the continuity of its operations.
- 1.5 Since Sugoi and LGS have several common suppliers and creditors, the pressure from Sugoi’s creditors increased dramatically following LGS’s filing of a notice of intention to make a proposal, to the point where Sugoi was unable to meet its obligations as they became due and, on March 24, 2020, it filed a notice of intention to make a proposal to its creditors pursuant to section 50.4(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.
- 1.6 Since it filed the notice of intention to make a proposal to its creditors, Sugoi has taken the following restructuring measures:
 - 1.6.1 It laid off some employees, in particular, those required during the closure of nonessential businesses announced by the governments to prevent the spread of COVID-19;
 - 1.6.2 It implemented a process to solicit investors together with LGS and its subsidiaries;
 - 1.6.3 The solicitation process was considerably longer and more complex due to the COVID-19 crisis. Accordingly, requests to extend the time to make a proposal were received on April 1, May 13, June 18 and August 10, 2020 granting the Debtor additional time to May 15, June 26, August 10 and August 18, 2020 respectively to file its Proposal.
- 1.7 At the end of these steps, the Proposer is finalizing an agreement with an external investor that will enable it to continue operating and conclude the Proposal it filed with the Official Receiver on August 18, 2020, which is summarized in Section 4 herein.
- 1.8 This agreement is conditional on:
 - 1.8.1 Approval of Sugoi’s and LGS’s Proposals by the creditors and the Court;
 - 1.8.2 Obtaining financing and investments from the external investor’s financial partners;
 - 1.8.3 A reorganization of the Debtor’s share capital in accordance with the investment agreement entered into with the external investor.

1.9 The Trustee presented a request to have the notice of approval of the Proposal by the Court sent at the same time as the notice of intention to shorten the period before approval of the Proposal and ensure that the agreement between the external investor and the Debtor could be finalized as quickly as possible.

2. FINANCIAL SITUATION

2.1 We have reproduced below the summary financial statements for the years ended September 30, 2019 (unaudited) and 2018 (review engagement by Deloitte LLP). We have also reproduced the in-house financial statements as at March 31, 2020, that is, the statements presenting Sugoi's more recent financial situation at the time of filing the notice of intention to make a proposal to its creditors.

2.2 We did not audit, and therefore, express no opinion on these financial statements. Our work consisted only in providing reproduction services.

2.3 Balance Sheet

2.3.1 The balance sheet summary is as follows (unaudited):

(in thousands of \$ - unaudited)	March 31, 2020	September 30, 2019	September 30, 2018
Assets			
Current			
Accounts receivable	2 415	2 361	1 294
Finished goods inventory	4 760	5 273	5 097
Prepaid expenses	344	378	224
	7 519	8 013	6 615
Property, plant and equipment	52	61	56
Intangible assets	53	59	23
Future income taxes	474	355	70
	8 097	8 488	6 765
Liabilities			
Current			
Bank loan	3 398	4 335	1 908
Trade and other accounts payable	3 473	1 917	2 050
Advances from related companies	2 748	3 495	3 004
	9 619	9 747	6 962
Equity			
Share capital	0,1	0,1	0,1
Deficit	(1 522)	(1 259)	(197)
	8 097	8 488	6 765

2.3.2 As at July 24, 2020, the bank advances from National Bank of Canada amounted to \$2,457K, a decrease of about \$0.9M from the date of filing the notice to make a proposal to the Creditors;

2.3.3 The decrease in the bank advances is due mainly to the reduction in inventory levels and collection of accounts receivable;

2.3.4 As at March 31, 2020, inventory was valued at \$4.8M and, in recent months, Sugoi has progressively reduced it. The carrying amount of inventories as at July 24, 2020 was \$3.2M. Sugoi achieved this reduction through increased efforts to liquidate its inventory to generate cash during the restructuring as well as the rationalization of inventory purchases in a context of tight cash management;

2.3.5 As at March 31, 2020, accounts receivable were valued at \$2.4M and, in recent months, Sugoi has progressively reduced them. The accounts receivable were valued at \$1.7M as at July 24, 2020. Sugoi achieved this reduction from March 31, 2020 through increased efforts to collect accounts receivable to generate cash during required during the restructuring.

2.4 Earnings

2.4.1 The statement of earnings is summarized below (unaudited):

(in thousands of \$ - unaudited)	March 31, 2020	September 30, 2019	September 30, 2018
	6 months	12 months	104 days
Revenue	4 358	11 090	1 312
Cost of goods sold	2 631	7 508	674
Gross profit	1 727	3 582	639
	40%	32%	49%
Expenses			
Selling expenses	1 573	3 775	537
Administrative expenses and overhead	264	756	361
Financial expenses	277	370	9
	2 115	4 901	906
Loss before income taxes and other items	(388)	(1 319)	(268)
Other revenues (expenses)	6	(27)	-
Loss before income taxes	(382)	(1 346)	(268)
Income taxes			
Future	(119)	(284)	(70)
Net loss	(263)	(1 062)	(197)

2.4.2 Prior to its acquisition by LGS, Sugoi had generated losses of over \$1.5M, thereby further deteriorating the financial situation of the LGS group that was already experiencing financial difficulties before the acquisition.

3. PRIOR BUSINESS RELATIONSHIP WITH THE PROPOSER

3.1 Pursuant to subsection 13.3 (2) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, Raymond Chabot inc. notifies the creditors that it is also acting as Trustee in the Proposal of Louis Garneau Sports Inc., a company related to the Proposer.

4. SUMMARY OF PROPOSAL

4.1 The Proposal is summarized below.

4.2 In the event of any discrepancy, the complete text shall prevail over this summary.

4.3 Secured claim - National Bank of Canada

4.3.1 The Proposal provides for payment of secured creditors in accordance with any current agreements or agreements to be reached with them or as provided by law.

4.4 Crown claims

4.4.1 Crown claims, including any related interest and penalties under applicable laws, regulations and decrees, will be paid in full by the Debtor in the six (6) months following the Approval Order from the amount offered for distribution, but in priority over any unsecured claim.

4.5 Employee claims

4.5.1 The Proposal provides for payment of amounts due to current employees in the normal course of operations.

4.5.2 Claims of employees no longer working for the Debtor will be paid in accordance with Sections 81.3 and 136(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* from the amounts available for distribution to the unsecured creditors. These employees are eligible for the Wage Earner Protection Program further to the appointment of Raymond Chabot inc. as receiver of some of Sugoi's property, in accordance with the ruling rendered by Justice Marie-France Vincent on August 10, 2020.

4.6 Priority claims

4.6.1 Priority claims (excluding any interest and other fees and costs of the Proposal and employee claims), will be paid from the amount offered for distribution, but in priority over any unsecured claim.

4.7 Other claims

4.7.1 The Proposal provides for payment to the Trustee by the Proposer within the sixty (60) days following court approval of this Proposal of an overall amount of \$300,000 to settle:

4.7.1.1 Claims of employees no longer working for the Debtor in the estimated amount of \$18,000;

4.7.1.2 Crown Claims, which should be nil;

4.7.1.3 Preferred claims, which should be nil;

4.7.1.4 Unsecured claims, as follows:

4.7.1.4.1 For each unsecured claim, payment in full of the lesser of seven hundred and fifty dollars (\$750) and the total amount of the unsecured claim (the “First Portion”);

4.7.1.4.2 For the portion of each unsecured claim in excess of seven hundred and fifty dollars (\$750), as the case may be, the balance of the amount offered for distribution less the amount used for payment of the First Portion will be prorated among the unsecured creditors.

4.7.2 Additionally, to increase the percentage of the dividend paid to creditors, the Company has agreed to pay the professional fees related to the Proposal in addition to the amount paid by the Debtor.

4.7.3 Lastly, parties related to the Debtor will not vote on the Proposal, as provided in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and their respective claims will not entitle them to any dividend under the terms of the Proposal, to the benefit of the unsecured creditors.

5 IDENTIFICATION AND VALUATION OF ASSETS IN A BANKRUPTCY CONTEXT

5.1 The following table presents the Company’s unaudited balance sheet based on various realization values explained in Note 1. The estimated realizable value of the assets would be as follows:

Asset description	Value as per statutory balance sheet \$	Estimated value in a realization context (Note 1) \$	Secured creditors		Estimated surplus in a realization context \$
			Amount \$	Name and nature	
Accounts receivable	1 718 413	874 792	2 456 701	Movable hypothec on the universality of movables in the name of the National Bank of Canada	18 091
Inventories	3 182 764	800 000			
Intangible assets (trademarks, patents, etc.)	52 876	800 000			
Office furniture and computer equipment	-	-			
Prepaid expenses	343 640	-			
Deferred taxes	473 500	-			
TOTAL	5 771 193	2 474 792	2 456 701		18 091
PRIORITY CLAIMS					
Government claims for unpaid DAS - Estimate					1 000
Claims for unpaid salary and vacation					24 000
ESTIMATED REALIZATION EXPENSES					150 000
ESTIMATED BANKRUPTCY SURPLUS (DEFICIENCY)					(156 909)
ESTIMATED REALIZATION PERCENTAGE FOR UNSECURED CREDITORS					0%

5.2 **Note 1 :** The realizable value of the various assets was determined as follows :

5.3 Accounts receivable:

5.3.1 The value shown is the loan value calculated as at July 24, 2020 in accordance with the National Bank of Canada credit agreement. For information purposes, as at July 24, 2020, the carrying amount of accounts receivable was \$1,718,413. Of this amount, \$224,502 is receivable from related companies. In the post-COVID-19 context, the realizable value of accounts receivable is more uncertain.

5.4 Inventory:

5.4.1 The value shown is an estimate based on the Trustee's experience with similar cases and discussions with the Debtor's management. We estimate that the realizable value in a bankruptcy context would range between 20 % and 30 % of the value of the inventory cost. For information purposes, as at July 24, 2020, the carrying amount of inventories (other than inventory in transit) was \$3,182,764. The inventory is primarily located in the LGS plant in Saint-Augustin-de-Desmaures and the Louis Garneau USA plant in Vermont.

5.5 Intangible assets:

5.5.1 These assets mainly represent the rights in the Sugoi and Sombrio names and trademarks held by Sugoi Global inc. It is difficult to estimate the value of these assets in a bankruptcy context without a going concern. Based on the values of the offers received for all of Sugoi's assets as part of the investor search process mentioned in section 1 of this report, we do not anticipate an amount greater than that presented by the Trustee. The \$52,876 value on the statutory balance sheet is the carrying amount of this asset according to the in-house balance sheet as at March 31, 2020.

5.6 Prepaid expenses:

5.6.1 The realizable value of this asset would be nil. The \$343,640 value on the statutory balance sheet is the carrying amount of this asset according to the in-house balance sheet as at March 31, 2020.

5.7 Deferred income taxes:

5.7.1 The realizable value of this asset would be nil. The \$473,500 value on the statutory balance sheet is the carrying amount of this asset according to the in-house balance sheet as at March 31, 2020.

6 CREDITORS' CLAIMS

6.1 The list of creditors declared by the Proposer's management is summarized below. To date, the Trustee has not received any proofs of claims to validate the information provided.

	Declared amount \$
Secured claim (National Bank of Canada)	2 456 701
Employee claims as per 60(1.3) BIA	18 000
Related claims	2 600 000
Unsecured claims	2 922 897
Total	<u><u>7 997 598</u></u>

7 CONDUCT OF THE PROPOSER

7.1 Accounting investigation

7.1.1 A review of reviewable transactions and preferential payments did not reveal any contentious matters.

7.2 Statement of Projected Changes in Cash and Monitoring of Operations

7.2.1 Since the filing of the notice of intention, the Trustee exercised its power to monitor the Proposer's business and financial affairs in accordance with Subsection 50.4(7) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* and obtained all the necessary cooperation.

7.2.2 Operations generally progressed as provided in the budget forecast with the variance between actual results and the budget being generally favourable.

8 STATEMENT OF ESTIMATED REALIZATION

8.1 According to the information contained in the Proposer's statement of affairs, the estimated dividend payable to unsecured and related creditors would be as follows:

	\$
Lump-sum amount	300 000
Minus:	
Crown claims for overdue deductions at sources as per 60(1.1) BIA	-
Employee claims for unpaid salary and vacation as per 60(1.3) BIA	18 000
Preferred claims	-
Amount available for unsecured claims	282 000
As per the statutory balance sheet, unsecured claims amount to	2 922 897
Estimated dividend for unsecured claims	9,6%

9 CONCLUSION AND RECOMMENDATIONS

9.1 Considering that:

- 9.1.1 In a bankruptcy context, the estimated dividend for unsecured creditors would be marginal and certainly much lower than the dividend proposed in the Proposal;
- 9.1.2 Since the first \$750 of unsecured claims would be paid to creditors included in the Proposal, some creditors will receive a dividend almost 100 % of their claim;
- 9.1.3 Accepting the Proposal would make it possible for several creditors to maintain a future business relationship with Sugoi and its parent company, LGS;
- 9.1.4 The amount of \$300,000 will be paid to the Trustee very quickly, i.e. within sixty (60 days) of the Approval of the Proposal by the Court.

9.2 We consider the Proposal beneficial for all the creditors and recommend its acceptance.

10 INSTRUCTIONS FOR VOTING ON PROPOSAL

- 10.1 We have attached hereto the proof of claim form and voting form. All creditors are required to complete the proof of claim and attach a statement of account or copy of their invoices. Creditors who are unable to attend or arrange representation for the meeting on September 10, 2020 at 2:00 p.m. (EDT) may also complete and mail in the attached voting form, indicating whether they are voting for or against accepting the Proposal.
- 10.2 Creditors are reminded that to vote at the meeting they must submit their proof of claim to the Trustee before the start of the September 10, 2020 meeting at 2:00 p.m. (EDT). This Proposal must be approved by a majority in number and by a majority of two-thirds (2/3), in value, of the claims for each class of creditors that vote in person or by proxy.
- 10.3 Proofs of claim, voting ballots, proxies and supporting documents may be forwarded to us as follows:

By email to reclamationEst@rcgt.com

By fax to 581-318-2892

**By regular mail or at the reception of our office at the following location:
Raymond Chabot inc.
200-140 Grande Allée Est
Québec City (Québec) G1R 5P7**

FORMULE DE VOTATION

(alinéas 51(1)f) de la Loi

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE : SUGOI GLOBAL INC.

Je (*ou* Nous), _____ (*nom du créancier*), de _____ (*nom de la ville ou village*), créancier dans l'affaire susmentionnée à l'égard de la somme de \$ _____ demande au syndic agissant relativement à la proposition de Sugoi Global inc., personne insolvable, de consigner mon (*ou* notre) vote **(en faveur de *ou* contre)** l'acceptation de la proposition, faite le 18 août 2020.

Fait à _____, le _____^e de _____.

Signature - Témoin_____
Signature - Créancier individuel_____
Nom du créancier qui est une personne morale

Par : _____

Nom du témoin_____
Nom et titre du signataire autorisé**VOTING LETTER**

(paragraphs 51(1)f) of the Act

IN THE MATTER OF THE PROPOSAL OF: SUGOI GLOBAL INC.

I (*or* We), _____ (*name of creditor*), of _____ (*name of city, town or village*), a creditor in the above matter for the sum of \$ _____ hereby request the trustee acting with respect to the proposal of Sugoi Global inc., an insolvent person, to record my (*or* our) vote _____ **(for or against)** the acceptance of the proposal, made on the August 18th, 2020.

Dated at _____ this _____th of _____.

Signature - Witness_____
Signature - Individual Creditor_____
Name of Corporate Creditor

Per: _____

Name of the witness_____
Name and Title of Signing Officer



Dossier n° : 1181862
 Entré le :
 Garanti :
 Privilégié :
 Ordinaire :

PREUVE DE RÉCLAMATION

(Article 50.1, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2), 128(1)
 et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

Expédiez tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :

Numéro civique	Rue	
Ville	Province	Code postal

Dans l'affaire de l'avis d'intention de faire une proposition ou de la proposition de :

Sugoi Global inc. (nom de la partie débitrice) de
Saint-Augustin-de-Desmaures (ville et province) et de la réclamation de _____, créancier.
 (Québec)

Je, soussigné, _____ (nom du créancier ou du représentant du créancier), de,
 _____ (ville et province), certifie ce qui suit :

- Je suis le créancier de la partie débitrice susnommée (ou je suis) _____
 (précisez le poste ou la fonction) de _____ (nom du créancier ou de son représentant).
- Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.
- La partie débitrice était, à la date du dépôt de l'avis d'intention de faire une proposition, soit le **24 mars 2020**, endettée envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle la partie débitrice a droit. (**L'ÉTAT DE COMPTE OU L'AFFIDAVIT ANNEXÉ DOIT FAIRE MENTION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES OU DE TOUTE AUTRE PREUVE À L'APPUI DE LA RÉCLAMATION.**)
- (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.)

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$
 (autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi)

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir de la partie débitrice à titre de garantie et :
 (Cochez ce qui s'applique.)

- pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire;
 pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.
 (Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.)

B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :
 (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs de la partie débitrice à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie.)

D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____ \$.
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)

E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de _____ \$.

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de _____ \$.

F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME DE PENSION AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de _____ \$.

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de _____ \$.

G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE _____ \$

(À remplir lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs.)

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Autant que je sache, je suis lié (*ou le créancier susnommé est lié*) (*ou je ne suis pas lié ou le créancier susnommé n'est pas lié*) à la partie débitrice selon l'article 4 de la Loi et, j'ai (*ou le créancier susnommé a*) (*ou je n'ai pas ou le créancier susnommé n'a pas*) un lien de dépendance avec la partie débitrice.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus de la partie débitrice, les crédits que j'ai attribués à celle-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (*ou, si le créancier et la partie débitrice sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois*) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi : *(Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)*

7. ***(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique)***

Lorsque le syndic doit réexaminer la situation financière du failli pour déterminer si celui-ci est tenu de verser les paiements prévus à l'article 68 de la LFI, je demande que l'on m'avise, conformément au paragraphe 68(4) de la Loi, du nouveau montant que le failli est tenu de verser à l'actif de la faillite ou du fait que le failli n'a plus de revenu excédentaire.

Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

Daté le _____, à _____

Signature - Témoin

Signature - Créancier

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

REMARQUES : Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

Lorsqu'une copie du présent formulaire est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, comme indiqués sur le Formulaire 1.1, doivent figurer à la fin du document.

AVERTISSEMENTS : Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie. Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.



Raymond Chabot inc.

Office no: 1181862
Entered :
Secured:
Preferred:
Ordinary:

PROOF OF CLAIM

(Section 50.1, Subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2), 128(1), and Paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

All notices or correspondence regarding this claim must be forwarded to the following address:

Civic number	Street	
City	Province	Postal code

In the matter of the notice of intention to file a proposal or proposal of:

Sugoi Global inc. *(Name of debtor party)* of
 Saint-Augustin-de-Desmaures *(city and province)* and the claim of _____, creditor.
 (Québec)

I, _____ *(name of creditor or representative of the creditor)*, of, _____ *(city and province)*, do hereby certify:

- That I am a creditor of the above-named debtor party (or that I am) _____ *(state position or title)* of _____ *(name of creditor or representative of the creditor)*.
- That I have knowledge of all of the circumstances connected with the claim referred to below.
- That the debtor party was, at the date of the notice of intention to file a proposal namely the **March 24th, 2020** and still is, indebted to the creditor in the sum of \$ _____, as specified in the statement of account (or affidavit) attached and marked Schedule "A", after deducting any counterclaims to which the debtor party is entitled. ***(THE ATTACHED STATEMENT OF ACCOUNT, OR AFFIDAVIT MUST SPECIFY THE VOUCHERS OR OTHER EVIDENCE IN SUPPORT OF THE CLAIM.)***
- (Check and complete appropriate category.)***

A. UNSECURED CLAIM OF \$ _____
(other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)

That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor party as security and
(Check appropriate description.)

- Regarding the amount of \$ _____, I do not claim a right to a priority.
- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under section 136 of the Act.
(Set out on an attached sheet details to support priority claim.)

B. CLAIM OF LESSOR FOR DISCLAIMER OF A LEASE \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

C. SECURED CLAIM OF \$ _____

That in respect of this debt, I hold assets of the debtor party valued at \$ _____ as security, particulars of which are as follows:

(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security, and attach a copy of the security documents.)

D. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN OF AQUACULTURIST OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ _____.

(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts.)

E. CLAIM BY WAGE EARNER OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.3(8) of the Act in the amount of \$ _____ .

That I hereby make a claim under subsection 81.4(8) of the Act in the amount of \$ _____ .

F. CLAIM BY EMPLOYEE FOR UNPAID AMOUNT REGARDING PENSION PLAN OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.5 of the Act in the amount of \$ _____ .

That I hereby make a claim under subsection 81.6 of the Act in the amount of \$ _____ .

G. CLAIM AGAINST DIRECTOR \$ _____

(To be completed when a proposal provides for the compromise of claims against directors.)

That I hereby make a claim under subsection 50(13) of the Act, particulars of which are as follows:

(Gives full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

H. CLAIM OF A CUSTOMER OF A BANKRUPT SECURITIES FIRM \$ _____

That I hereby make a claim as a customer for net equity as contemplated by section 262 of the Act, particulars of which are as follows :

(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

5. That, to the best of my knowledge, I am (or the above-named creditor is) (or am not or is not) related to the debtor party within the meaning of section 4 of the Act, and have (or has) (or have not or has not) dealt with the debtor party in a non arm's length manner.

6. That the following are the payments that I have received from, the credits that I have allowed to, and the transfers at undervalue within the meaning of subsection 2(1) of the Act that I have been privy to or a party to with the debtor party within the three months (or, if the creditor and the debtor party are related within the meaning of section 4 of the Act, or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months) immediately before the date of the initial bankruptcy event within the meaning of subsection 2(1) of the Act: *(Provide details of payments, credits and transfers at undervalue.)*

7. ***(Applicable only in the case of the bankruptcy of an individual.)***

Whenever the trustee reviews the financial situation of a bankrupt to redetermine whether or not the bankrupt is required to make payments under section 68 of the Act, I request to be informed, pursuant to paragraph 68(4) of the Act, of the new fixed amount or of the fact that there is no longer surplus income.

I request that a copy of the report filed by the trustee regarding the bankrupt's application for discharge pursuant to subsection 170(1) of the Act be sent to the above address.

Dated at _____ this _____ day of _____

Signature - Witness

Signature - Creditor

Telephone No.: _____

Fax No.: _____

Email address: _____

NOTES: If an affidavit is attached, it must have been made before a person qualified to take affidavits.

If a copy of this form is sent electronically by means such as email, the name and contact information of the sender, prescribed in Form 1.1, must be added at the end of the document.

WARNINGS: A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in a proof of security, by the secured creditor. Subsection 201(1) of the Act provides severe penalties for making any false claim, proof, declaration or statement of account.

FORMULE DE PROCURATION GÉNÉRALE

(alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) et paragraphe 102(2) de la Loi)

DANS L'AFFAIRE DE L'AVIS D'INTENTION DE FAIRE UNE PROPOSITION OU DE LA PROPOSITION DE :

Sugoi Global inc. (Nom de la partie débitrice)

Je, _____, de _____
Nom du créancier Nom de la ville

créancier dans l'affaire susmentionnée, nommé _____, mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

Daté le _____, à _____

Signature - Témoin

Signature - Créancier

Nom du créancier qui est une personne morale

Nom du témoin

Par _____
Nom et titre du signataire autorisé

GENERAL PROXY

(Paragraphs 51(1) (e) and 66.15(3) (b) and subsection 102(2) of the Act)

IN THE MATTER OF THE NOTICE OF INTENTION TO FILE A PROPOSAL OR PROPOSAL OF:

Sugoi Global inc. (Name of debtor party)

I, _____, of _____
Name of creditor Name of town or city

a creditor in the above matter, hereby appoint _____, to be my general proxy in the above matter, except as to the receipt of dividends, with (or without) power to appoint another general proxy in his or her place).

Dated at _____ this _____ day of _____

Signature - Witness

Signature - Individual creditor

Name of corporate creditor

Name of the witness

Per _____
Name and title of signing officer



AVIS À TOUS LES CRÉANCIERS/NOTICE TO CREDITORS

ENVOI DE PREUVE DE RÉCLAMATION/TRANSMISSION OF PROOF OF CLAIM

Nous vous informons que nous avons restructuré le traitement de nos preuves de réclamation. Nous vous encourageons à nous transmettre votre preuve de réclamation **par courriel ou par télécopieur** à l'adresse ci-dessous.

Please be advised that we are restructuring the management of our proofs of claim. We strongly encourage you to send your proof of claim **by email or by fax** to the following address.

Centrale/ Hub	Adresse/Address	No. de téléphone/ Phone no.	No. de télécopieur/ Fax no.	Adresse électronique/ Email
Commercial est/ East commercial	140, Grande Allée Est, bureau 200, QC, G1R 5P7	418-647-3078	581-318-2892	reclamationEst@rcgt.com

Merci,

Thank you,

RAYMOND CHABOT INC.
Syndic/Trustee



**AVIS À TOUS LES CRÉANCIERS/NOTICE TO CREDITORS
TENUE DE L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS PAR CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE/
MEETING OF CREDITORS BY CONFERENCE CALL**

*****NOTE IMPORTANTE*****

DANS LE CADRE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19, LES PROFESSIONNELS DU DOMAINE DE L'INSOLVABILITÉ, EN COLLABORATION AVEC LE BUREAU DU SURINTENDANT DES FAILLITES, ONT DÉCIDÉ DE METTRE EN PLACE DES MESURES PRÉVENTIVES AFIN DE RÉDUIRE LES CONTACTS DIRECTS ENTRE PERSONNES. POUR SE CONFORMER À L'INSTRUCTION DU SURINTENDANT, LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS VALIDERA L'IDENTITÉ DES CRÉANCIERS PARTICIPANTS. LES CRÉANCIERS DEVRONT S'ASSURER D'AVOIR TRANSMIS LEURS RÉCLAMATIONS AVANT L'OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE.

L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS POUR LE VOTE SUR LA PROPOSITION SERA TENUE PAR VIDÉOCONFÉRENCE LE 10 SEPTEMBRE 2020, À 14 H (HAE). SI VOUS DÉSIREZ RECEVOIR LES COORDONNÉES POUR ASSISTER À LADITE VIDÉOCONFÉRENCE, VEUILLEZ NOUS EN INFORMER, AVANT LE 8 SEPTEMBRE 2020 À 16 H, PAR COURRIEL AU RECLAMATIONEST@RCGT.COM

SI VOUS AVEZ DES QUESTIONS OU PRÉOCCUPATIONS, N'HÉSITÉS PAS À COMMUNIQUER AVEC NOUS.

*****IMPORTANT NOTICE*****

DUE TO THE COVID-19 PANDEMIC, INSOLVENCY PROFESSIONALS, IN ASSOCIATION WITH THE OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCIES, HAVE DECIDED TO IMPLEMENT PREVENTIVE MEASURES TO REDUCE DIRECT CONTACT BETWEEN INDIVIDUALS. IN ORDER TO COMPLY WITH THE SUPERINTENDENT'S INSTRUCTIONS, THE CHAIR OF THE MEETING OF CREDITORS WILL VALIDATE THE IDENTITY OF PARTICIPATING CREDITORS. CREDITORS MUST ENSURE THEY HAVE SUBMITTED THEIR CLAIMS BEFORE THE START OF THE MEETING.

THE MEETING OF CREDITORS TO VOTE ON THE PROPOSAL WILL BE HELD ON SEPTEMBER 10, 2020, AT 2:00 P.M. (EDT). IF YOU WISH TO ATTEND, PLEASE INFORM US, BEFORE 4:00 P.M. ON SEPTEMBER 8, 2020, BY EMAIL AT RECLAMATIONEST@RCGT.COM TO RECEIVE THE CONTACT DETAILS TO JOIN THE CONFERENCE.

IF YOU HAVE ANY QUESTIONS OR CONCERNS, DO NOT HESITATE TO CONTACT US.

Merci,
Thank you,

RAYMOND CHABOT INC.
Syndic autorisé en insolvabilité/Licensed Insolvency Trustee